

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Loi travail: les leçons de quatre mois de lutte



- **Brexit: après le référendum**
- **Chine: crise et lutte des classes**
- **Revenu garanti et salaire universel**
- **Reconstruire la gauche ?**
- **Le mythe du Front populaire - Trotsky sur 1936**

## Au sommaire de ce numéro

Loi travail : les leçons de quatre mois de lutte	1
Grande-Bretagne : après le référendum sur le Brexit	7
La Chine rattrapée par la crise mondiale et par la lutte des classes	11
Revenu garanti, salaire universel... ou abolition du salariat ?	17
Reconstruire la gauche ? Une imposture doublée d'une impasse	23
Le Front populaire : de la duperie au mythe	29
Léon Trotsky - L'heure de la décision approche... Sur la situation en France (extraits) (18 décembre 1938)	34

## Abonnements

Pour un an

- France, Outre-mer 15 €
- Outre-mer, par avion 17 €
- Union européenne de l'ouest et Suisse 21 €
- Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie 22 €
- Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie 24 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 233 -  
75865 Paris Cedex 18

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

## Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Myriam El Khomri et Pierre Gattaz.

## Loi travail: les leçons de quatre mois de lutte

**La mobilisation contre la loi El Khomri, dite loi travail, a concrétisé le réveil de la combativité collective du monde du travail.**

Ce projet de loi a fait réagir une partie significative des travailleurs. Cela a été l'étincelle, la provocation de trop. La réaction a exprimé le mécontentement accumulé par la multitude de mesures antiouvrières prises par le gouvernement socialiste, et restées jusque-là sans réponse.

Au-delà du jeu des confédérations syndicales, principalement la CGT, qui, à certains moments, ont mis l'accent sur les revendications spécifiques de certains secteurs en lutte, à commencer par les cheminots, et, à d'autres moments, sur l'objectif du retrait de la loi travail, il s'agit, de fait, d'un mouvement d'ensemble. Que les différents secteurs en lutte se soient succédé ou aient convergé, ils se sont influencés les uns les autres.

Après des années de silence devant les attaques que le monde du travail a subies, aussi bien de la part du patronat que du gouvernement, la classe ouvrière a rompu le silence.

### TROIS MOIS ET DEMI DE MOBILISATION

La principale caractéristique du mouvement est sa durée. Il

n'a jamais été explosif et n'a jamais entraîné l'ensemble des travailleurs. Dans les grandes entreprises privées en particulier, bien que des travailleurs de nombre d'entre elles aient débrayé ou manifesté, ils n'ont jamais représenté qu'une petite minorité des effectifs. Mais la durée même du mouvement a permis à différentes catégories de la classe ouvrière de s'exprimer dans l'action, parfois directement contre la loi travail, parfois avec des revendications spécifiques contre des déclinaisons locales de cette loi.

Au début, le mouvement a été marqué par la présence de catégories sociales comme la jeunesse scolarisée, étudiants et lycéens, ou une fraction de l'intelligentsia révoltées par la politique gouvernementale. Leurs initiatives ont joué un rôle d'entraînement. Une des premières expressions en a été la signature par plus de 1,3 million de personnes de la pétition « *Loi travail: non merci!* » lancée en février par une ancienne militante du PS, Caroline de Haas.

Des initiatives venant d'un certain nombre d'intellectuels, comme l'occupation de la place de la République à Paris

par Nuit debout, à partir du 31 mars, imitée dans différentes grandes villes de province, ont dans un premier temps occulté la mobilisation croissante du monde du travail.

Mais, au fil du temps, le mouvement est apparu de plus en plus pour ce qu'il était: l'expression de la colère du monde ouvrier.

Là encore, sa durée même a permis au mouvement d'entraîner, simultanément ou successivement, différents secteurs de la classe ouvrière. Si certains, comme les cheminots, ont été présents tout au long du mouvement, bien que la grève reconductible n'ait été déclarée qu'à partir du 18 mai par SUD et FO et le 1<sup>er</sup> juin par la CGT, d'autres, comme les travailleurs des raffineries, des transports de carburants, les éboueurs, les travailleurs des centres d'incinération des déchets, s'y sont mis plus de deux mois après le début.

Le mouvement a entraîné des travailleurs d'entreprises moyennes, voire petites. Pour nombre d'entre eux, c'était le premier auquel ils participaient. Un certain nombre de jeunes du monde ouvrier ont fait leur première expérience de débrayage et de manifestation.

Dans tous les secteurs concernés, ceux qui ont participé au mouvement ont constitué une minorité. Mais, en même temps, ils n'ont jamais été rejetés par leurs camarades de travail. Bien au contraire. Au plus fort de la mobilisation, selon les sondages, 60 à 70 % des personnes interrogées approuvaient le mouvement. Cela signifie en clair que la quasi-totalité des travailleurs le soutenaient, même s'ils n'y participaient pas.

Mais, justement, cette sympathie générale du monde du travail a été un point d'appui pour le mouvement et, en même temps, elle en indiquait les limites. Les travailleurs mobilisés ont bénéficié d'un soutien moral du reste de la classe ouvrière, de son approbation, mais pas de sa participation active. Tout s'est passé comme si la majorité des travailleurs participait au mouvement par délégation.

#### LA POLITIQUE DES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES

Lors de l'annonce du projet de loi El Khomri, si toutes les confédérations syndicales s'en sont démarquées, aucune n'en a exigé le retrait. Mais cette période de flottement a

rapidement cédé la place à une rupture entre l'attitude de la CFDT, d'un côté, et celle de la CGT, de FO, de Solidaires et de la FSU, de l'autre, accompagnés du côté de la jeunesse scolarisée par l'UNEF, l'UNL et la FIDL.

La CFDT a rapidement choisi de se démarquer du mouvement et de s'y opposer, moyennant quelques retouches au projet de loi. Elle est devenue la caution, et même la porte-parole du gouvernement. Au point d'affirmer, par la voix de son secrétaire national Laurent Berger, que « *retirer la loi serait inacceptable* », alors même que le retrait pur et simple était devenu l'objectif de toutes les manifestations et des grèves. Il ajoutait : « *Ce serait un coup dur pour les salariés car ils perdraient le bénéfice des nouveaux droits reconnus par le texte* ». (*Le Parisien*, 25 mai)

La CGT ainsi que FO, Solidaires et la FSU ont fait le choix opposé. L'intersyndicale de ces organisations a assumé la direction du mouvement jusqu'au bout. Les journées d'action et de manifestation successives dont elles ont été à l'initiative ont incontestablement structuré le mouvement.

Par le nombre de ses militants sur le terrain, par son influence dominante dans la classe ouvrière, la CGT est apparue au

fil du mouvement et de son bras de fer avec le gouvernement comme le facteur déterminant de la confrontation.

Le choix de la direction confédérale d'assumer ce rôle se dessinait déjà lors du congrès confédéral (18 au 22 avril à Marseille), où le ton était plus dynamique qu'auparavant. Il y était question, sinon de grève générale, du moins de grève reconductible.

Quel était, dans les choix de la direction confédérale de la CGT, le rôle des luttes de courants et de clans pour consolider la position du secrétaire général Philippe Martinez, fraîchement installé après la lamentable séquence Thierry Lepaon ? La réponse à cette question serait purement anecdotique si elle se limitait à un jeu tactique entre ces courants. Le choix de l'équipe Martinez a été en tout cas la preuve que la base militante de la CGT en avait assez de rester l'arme au pied, comme elle était réduite à le faire depuis que la gauche a accédé au pouvoir.

En gros, lorsque la direction de la CGT a ouvert les vannes, sa base s'y est engouffrée, y compris nombre de ses cadres. Les uns, avec enthousiasme. Les autres, avec l'ADN des appareils réformistes : la méfiance des travailleurs par crainte que le mouvement leur échappe,



Jean-Claude Mailly (FO), Laurent Berger (CFDT) et Philippe Martinez (CGT) photographés avant le mouvement contre la loi travail.



Dans la manifestation nationale du 14 juin à Paris.

quand bien même ce n'était pas dans sa dynamique.

D'où des attitudes souvent ambiguës et contradictoires. D'où aussi une méfiance atavique vis-à-vis des assemblées générales, vis-à-vis de ce qui pouvait servir de cadre à l'expression autonome des travailleurs en lutte. Et le mouvement lui-même n'a pas eu la puissance nécessaire pour imposer sa propre dynamique aux appareils syndicaux, ces derniers ayant gardé la maîtrise des choses tout au long de la mobilisation.

Il faut rappeler également qu'une fois son choix fait, et en dehors du problème de la SNCF que la fédération CGT présentait initialement comme un cas particulier, la direction de la CGT a eu une tactique adaptée au mouvement. Les manifestations périodiques, annoncées à l'avance de façon à ce que chacune prépare la suivante, ont structuré le mouvement, lui ont permis de perdurer et de s'élargir,

ne serait-ce qu'au sens de permettre à différents moments que telle ou telle catégorie des travailleurs entre dans l'action.

Nous avons eu l'occasion de dire, notamment dans le précédent numéro de *Lutte de classe*, que la politique adoptée par la direction de la CGT depuis le mois de mars constitue une critique en creux de sa politique antérieure. La CGT a fait la démonstration de sa capacité de mobilisation. Cela laisse entrevoir comment une attitude plus combative et une politique juste de la CGT dès le retour au pouvoir de la gauche, en 2012, auraient pu contribuer à redonner confiance à la masse des travailleurs. Une telle politique aurait pu hâter la prise de conscience de ce qui est aujourd'hui évident : non seulement le gouvernement socialiste n'est pas un allié des travailleurs dans le combat contre le grand patronat, mais il est l'instrument de l'offensive de ce dernier.

Personne ne peut évidemment prétendre que, si cette préparation morale et politique avait été faite, il y aurait eu une participation plus massive, plus puissante de la masse des travailleurs, au mouvement contre la loi travail. Mais ce qui a été perdu pendant ces années où les directions syndicales restaient silencieuses devant les attaques du gouvernement, parce qu'il se disait de gauche, ne se rattrape pas facilement. Il faudra l'avoir en tête dans les discussions futures avec des militants qui auraient tendance à sortir démoralisés de la mobilisation contre la loi El Khomri, voire qui reprocheraient aux travailleurs, notamment ceux des grandes entreprises privées, de ne pas s'être engagés avec plus de détermination.

La CGT a pu assurer la direction du mouvement jusqu'au bout de l'épreuve de force avec le gouvernement, en premier lieu parce qu'elle n'avait pas à craindre d'être débordée par

la base. En fait, la politique qu'elle proposait correspondait au mouvement lui-même, au niveau de la mobilisation.

Mais ce choix est aussi l'expression d'une rupture avec le gouvernement. Au fond, la raison en est simple. La CGT ne tient pas à être entraînée dans la débâcle du gouvernement, dans la déconsidération qu'il subit dans le monde du travail.

On ne peut pas faire abstraction de la compétition entre les confédérations syndicales, notamment en vue des élections professionnelles dans les très petites entreprises (TPE) en novembre 2016.

La direction de la CFDT a fait le choix de miser, dans cette concurrence, sur une classe ouvrière résignée. Comme l'a si bien dit Laurent Berger dans l'interview déjà citée : « *Je fais le parti de l'intelligence collective qui consiste à construire des compromis équilibrés* » ! Mais prôner l'équilibre durant une confrontation entre le gouvernement qui voulait faire passer une loi anti-ouvrière supplémentaire et les travailleurs qui la rejetaient, c'était prendre fait et cause pour le gouvernement.

En adoptant la position inverse, la CGT n'est certes pas devenue révolutionnaire. Ses intérêts d'appareil lui dictaient cependant d'aller jusqu'au bout dans son bras de fer avec un gouvernement déconsidéré et auquel elle n'avait plus de raisons de lier son sort.

Rappelons que, si la position de la CGT est originale par rapport à celle de la CFDT, elle ne l'est pas par rapport à toute une partie de la fraction de la gauche déçue par le hollandisme. Une bonne partie des militants et des cadres de la CGT sont influencés politiquement par le PCF et plus généralement par le Front de gauche. L'un comme l'autre, tout en ayant contribué à la

victoire électorale de Hollande et du PS, ont pris au fil des ans leurs distances.

Le choix de la direction de la CGT comme, dans une large mesure, celui de FO reflètent à leur manière une certaine rupture à l'intérieur même de ce « peuple de gauche » si souvent invoqué par le PCF.

L'avenir dira si cette politique favorisera ou pas la CGT dans sa concurrence électorale avec la CFDT. Mais il est incontestable que son choix, et le fait de s'y tenir pendant plus de trois mois de confrontation, correspondait aux intérêts des travailleurs et du mouvement de contestation.

Cependant, un autre facteur qui n'est pas négligeable a facilité le choix de la CGT. En faisant de la CGT sa cible pour ainsi dire unique, le gouvernement a cherché à l'isoler. La manœuvre n'a pas réussi. FO en particulier et Solidaires, ainsi que la FSU, sont restés du côté de la CGT tout au long du mouvement. Et, dans le contexte où la grande majorité du monde du travail rejetait la loi travail, c'est la CFDT, flanquée de la seule CFTC, qui est apparue isolée dans son soutien à la politique gouvernementale.

## LES LEÇONS DU MOUVEMENT

Il faut avoir en permanence à l'esprit que le mouvement, les manifestations, les débrayages ont fait que des dizaines, des centaines de milliers de travailleurs se sont posé une multitude de questions qu'ils ne se posaient pas auparavant. C'est dans les mouvements, quelles qu'en soient les limites, que la masse des travailleurs est amenée à chercher des solutions à toute une série de problèmes.

C'est dans les luttes qu'ils peuvent juger de la politique des uns et des autres ; qu'ils peuvent prendre conscience de

qui est de leur côté et qui est contre eux, de juger aussi de la conduite du mouvement.

Ceux qui se sont battus, mais aussi tous ceux qui ont suivi, solidaires, ce bras de fer entre les travailleurs et le gouvernement, ont beaucoup appris dans ce mouvement. Ils se sont heurtés aux mensonges puis, au fil de la lutte, à la hargne antiouvrière de ce gouvernement qui se prétend socialiste. Ils ont pu constater comment fonctionne la démocratie bourgeoise. Alors que cette loi travail est rejetée par la majorité de la population et par l'écrasante majorité des salariés voués à en être les victimes, ils ont vu comment le gouvernement a pu imposer même à sa propre majorité parlementaire une loi écrite sous la dictée du grand patronat, en utilisant l'article 49-3 de la Constitution.

Ils ont vu le gouvernement user de toutes les ficelles pour imposer sa loi propatronale contre la volonté des salariés : de l'appel à la solidarité pour les victimes des inondations à l'évocation de l'image du pays qui serait dégradée à l'international, en passant par l'Euro de football. Comme rien n'y faisait, ministres et médias à leur botte ont déversé des tombereaux de calomnies sur les syndicats qui ont participé au mouvement, en ciblant particulièrement la CGT, mais en visant en réalité tous ceux, syndiqués ou non-syndiqués, qui contestaient la politique du pouvoir.

Ils ont vu le gouvernement se servir des dégâts causés par quelques centaines de casseurs en marge des manifestations pour passer sous silence les raisons pour lesquelles des centaines de milliers de travailleurs ont enchaîné, durant trois mois, manifestation sur manifestation.

Ils ont vu un Premier ministre qui se prétend socialiste menacer d'interdire une ma-

nifestation syndicale, ce qu'aucun gouvernement, même de droite, n'a fait depuis la guerre d'Algérie. Sa ridicule crise d'autoritarisme s'est terminée en queue de poisson, avec la proposition d'enfermer les manifestants parisiens du 23 juin dans un défilé en boucle, entourés de policiers et de CRS.

Oui, les travailleurs qui se sont levés contre la loi El Khomri ont vu se dresser contre eux ministres et dirigeants politiques du PS, avec le soutien et les surenchères des dirigeants de la droite.

Ils ont vu se déployer contre eux toute la machine à formater l'opinion que sont les grandes chaînes de télévision et la grande presse, propriétés de Dassault et de ses semblables.

C'est une formidable leçon politique. Elle ne sera pas oubliée.

Le développement de la mobilisation elle-même recèle bien d'autres leçons politiques.

La jeunesse scolarisée et même l'occupation des places publiques ont incontestablement joué leur rôle tout au début. Reflet de ce rôle : les petits bourgeois plus ou moins intellectuels de Nuit debout affichaient la prétention d'attirer à eux les travailleurs et se posaient en quelque sorte en embryon de direction du mouvement.

Cette phase a été rapidement dépassée à partir du moment où les travailleurs ont constitué le gros des troupes des manifestations et où la CGT et FO ont assumé leur rôle.

Pendant un bon moment cependant, les médias continuaient à n'avoir d'yeux que pour ce qui se passait place de la République à Paris ou sur d'autres places dans quelques villes de province, sous le regard amusé et tolérant du gouvernement.

Dans le cadre de Nuit debout, les débats abscons se déroulaient sur la façon de tempérer

le capitalisme, sur les charmes de l'apolitisme ou de l'« horizontalité » à opposer à la « verticalité » du pouvoir. Cela a seulement fait la preuve que cette fraction de la petite bourgeoisie intellectuelle qui a eu le mérite de se mobiliser contre le gouvernement n'avait aucune perspective à proposer aux travailleurs.

Quant aux communistes révolutionnaires, ils devaient s'appuyer sur la prise de conscience des travailleurs entraînés par le mouvement pour la pousser le plus loin possible. Sans fixer au mouvement un autre objectif que le retrait de la loi travail, revendication qui correspondait à la volonté des travailleurs mobilisés et qui était assumée par la direction syndicale.

Les communistes révolutionnaires devaient faire en sorte que la participation des travailleurs soit la plus active et la plus consciente possible.

Derrière les chiffres froids des participations aux manifestations ou aux débrayages, il y a la réalité de milliers, de dizaines de milliers de travailleurs. Pour une large part, il s'agit de militants du monde du travail, que les déceptions vis-à-vis du gouvernement socia-

liste ont dégoûtés de l'activité mais qui, à la faveur du mouvement, ont retrouvé de l'espoir et surtout la volonté d'agir.

Mais il y en a aussi des milliers d'autres, jeunes en particulier, qui n'ont connu de toute leur vie active que le poids de l'exploitation et la précarité. L'image qu'ils avaient du monde en général, et des rapports sociaux en particulier, était celle dont ils étaient abreuvés par les médias, par leur manipulation pour faire passer en permanence la vision du monde correspondant aux intérêts de la bourgeoisie. Et, avant tout, cette manipulation de classe fondamentale qui consiste à imposer l'idée que c'est aux puissants de ce monde, à la classe capitaliste, de décider, et aux travailleurs de subir.

Eh bien, le simple fait de se mettre à agir eux-mêmes, collectivement, a montré que les travailleurs en étaient capables. C'est à partir de cette conscience-là que tout devient possible.

Il fallait, à chaque étape, comprendre la dynamique du mouvement, où il en était, quelles étaient ses possibilités et en rendre conscients les travailleurs, et pas seulement en fonction du mouvement



Les cheminots en lutte, le 14 juin à Paris.

présent mais aussi en fonction des mouvements futurs.

Prenons l'exemple des blocages. Dans le cas du mouvement présent, où la majorité des travailleurs ne participe pas activement, il apparaît plus efficace de bloquer un carrefour ou une entrée d'usine, plutôt que d'entraîner dans la lutte les travailleurs du secteur. Un militant stalinien ou réformiste, porté vers des actions d'éclat décidées d'en haut, est conforté dans ses convictions par l'exemple des blocages réussis de raffineries pour empêcher l'approvisionnement en carburants.

Nous avons exprimé, dans un éditorial des bulletins d'entreprise Lutte ouvrière, les limites des blocages. « *Les CRS peuvent en effet déloger quelques centaines de manifestants qui bloquent une raffinerie ou une voie de chemin de fer. Mais ils ne peuvent pas remplacer les salariés de ces raffineries en grève, ni s'improviser conducteurs de trains, aiguilleurs ou pilotes d'avions.*

*Ils ne peuvent pas, non plus, remplacer les ouvriers sur les chaînes de montage, les employés, les techniciens ou les ingénieurs, qui sont tous des maillons indispensables pour faire tourner les entreprises.* » (30 mai)

Les blocages ont fait et font partie du mouvement tel qu'il est. Il ne s'agit pas de les rejeter. Mais il faut être conscient de leurs limites. Il n'est pas



Blocage de la raffinerie SRD à Dunkerque.

toujours possible de faire ce qui est juste et nécessaire. Mais il est toujours possible de s'expliquer, de convaincre, de faire comprendre, de contribuer à élever la conscience des travailleurs.

\* \* \*

Aussi embryonnaire que soit la prise de conscience du monde du travail après presque quatre mois de mouvement, elle a infiniment plus d'importance que ce que deviendra la loi travail après son passage au Sénat, ses modifications et son charcutage dans tous les sens. Elle a infiniment plus d'importance que le cirque parlementaire autour de l'utilisation ou non de l'article 49-3. Elle a infiniment plus d'importance encore que l'exaspération de la compétition entre les différents clans de la gauche qui ont, tous, contribué à faire élire Hollande en 2012

et qui essaient aujourd'hui de sauver leur carrière, les uns contre les autres.

La loi El Khomri n'aura été qu'une bataille dans la guerre entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Cette guerre n'est pas finie.

L'offensive de la bourgeoisie, du grand patronat et de leurs serviteurs au gouvernement continuera, parce que la situation économique et la crise les pousseront à continuer.

Bien d'autres combats attendent les exploités, plus importants, plus déterminants. Les expériences d'une bataille, la prise de conscience à laquelle elle aboutit, serviront dans les batailles futures.

En jouant les pyromanes, Hollande, Valls et leur gouvernement auront peut-être allumé un incendie qui ne s'éteindra pas de sitôt.

24 juin 2016





## Grande-Bretagne : après le référendum sur le Brexit

Après plusieurs mois de campagne où se sont affrontés deux clans de politiciens bourgeois, le référendum organisé au Royaume-Uni a donné la majorité à ceux qui souhaitent que le pays quitte l'Union européenne.

Les travailleurs n'avaient rien à gagner à cet affrontement, ni d'un côté ni de l'autre. Ils ont, en revanche, déjà perdu, car la campagne a charrié des tombereaux d'abjections réactionnaires visant à semer la division dans les classes exploitées, dressant les travailleurs britanniques contre les travailleurs immigrés, les immigrés de vieille date contre ceux qui sont récemment arrivés.

Le grand patronat et les financiers de la City, dont les préférences allaient plutôt au maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, finiront par s'adapter à cette nouvelle situation pour pouvoir continuer à faire leurs affaires. Les négociations prévues avec l'Union européenne aboutiront alors à... réinventer le Marché commun. Les électeurs votent, et la grande bourgeoisie décide.

Mais il n'est pas dit que la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne n'entraîne pas de réactions en chaîne, susceptibles de se transformer en catastrophes pour les classes laborieuses.

Sur le plan économique, d'abord. Dans une situation dominée par la prépondérance de la finance et son instabilité, cette rupture peut être l'élément déclencheur de nouvelles catastrophes financières. Dès l'annonce des résultats, la livre sterling s'est effondrée par rapport au dollar, et les Bourses ont commencé à plonger, et pas seulement en Grande-Bretagne mais un peu partout dans le monde. Si ces soubresauts se transformaient en panique et la panique en crise financière, cela aurait des répercussions certaines sur la vie économique, bien que d'une ampleur imprévisible.

Réactions en chaîne menaçantes également sur le terrain politique. La Grande-Bretagne est brandie en exemple par tous les courants réactionnaires d'Europe, à commencer par le Front national. Conséquence de l'évolution réactionnaire des choses à l'échelle de l'Europe, le Brexit en devient un facteur aggravant. Et s'il aboutit, à plus ou moins longue échéance, à l'indépendance de l'Écosse et à la décomposition du Royaume-Uni, cela favorisera les multiples forces centrifuges qui taraudent plusieurs États d'Europe, l'érection de nouvelles frontières et de nouveaux barbelés entre les peuples.

Sur les conséquences immédiates du Brexit, nous reprenons ci-dessous l'éditorial de *Workers' Fight*, publication de nos camarades de l'UCI en Grande-Bretagne.

### « Faire l'histoire », c'est aller de l'avant, et c'est la tâche de la classe ouvrière !

Cameron a perdu son pari. Sa tentative de priver le parti UKIP [un parti souverainiste] du levier de sa démagogie eurosceptique, pour endiguer la rébellion montante dans son propre parti, s'est retournée contre lui. Comme ses commanditaires de la City de Londres, Cameron avait certainement espéré que le maintien dans l'UE l'emporterait. Mais, celui-ci n'ayant réuni que 48,1%

des voix, contre 51,9% pour le Brexit, Cameron savait que les barons de son propre parti, quelle qu'ait été leur position dans cette campagne, allaient maintenant déclencher la curée. Il n'avait donc pas d'autre choix que d'annoncer officiellement sa démission d'ici à l'automne, ouvrant par là même la course à sa propre succession.

Les querelles et surenchères qui avaient, à l'origine, produit ce référendum et se sont poursuivies pendant toute la campagne dans les rangs conservateurs vont donc reprendre de plus belle. Et on peut penser que le partisan du Brexit Boris Johnson, une sorte de Donald Trump à l'anglaise, à peine plus policé grâce à son passage dans les institutions élitistes



Boris Johnson au milieu de partisans du Brexit (*Leave* : quitter) et d'adversaires (*Remain* : rester).

d'Eton [une grande école privée] et d'Oxford, fait déjà figure de principal prétendant.

### DES LAQUAIS DE LA CITY NOSTALGIQUES DU PASSÉ

À la suite de l'annonce des résultats du référendum, les politiciens du camp du Brexit ont multiplié les discours pour célébrer la « grande nation » britannique, maintenant qu'elle est enfin « libre de vivre sa vie ». Qu'importe que ce pays ne soit guère plus qu'un point sur la carte du monde, habité par moins de 1% de la population de la planète, ou qu'il soit totalement dépendant, économiquement et socialement, du reste du monde, y compris de l'Europe!

Seuls des nostalgiques de la « grande époque » de l'Empire britannique peuvent encore proférer pareilles âneries! Mais, à défaut de pouvoir revenir à ces jours glorieux, les politiciens du Brexit saluent

le 23 juin comme une date historique, comme si reculer l'horloge de l'histoire de 43 ans, c'est-à-dire jusqu'à 1973, année où la Grande-Bretagne rejoignit l'ancêtre de l'UE, pouvait être ce qu'on appelle « faire l'histoire »!

Seul l'avenir peut dire ce que ces politiciens feront du mandat que, selon eux, les électeurs leur ont donné de quitter l'UE, car cela dépend de bien des facteurs sur lesquels ils n'ont guère d'influence.

Par exemple, il est impossible de prévoir l'impact qu'aura sur l'économie la spéculation financière déclenchée par la victoire du Brexit. On peut simplement constater que la mobilisation 24 heures sur 24 de toutes les grandes institutions financières pendant les jours qui ont précédé et suivi le référendum, n'a pas empêché une baisse chaotique de la livre sterling, ni des mouvements frénétiques sur les places boursières, tant à Londres que dans le reste de l'Europe. Jusqu'où

iront ces soubresauts? Il est impossible de le dire.

Mais surtout, quel que soit le successeur de Cameron, il aura sur le dos les cercles dirigeants de la City. Et, quelles qu'aient été ses vues sur le Brexit, il n'aura d'autre choix que de se plier à la ligne dictée par le capital britannique, et notamment de faire en sorte que celui-ci conserve l'accès dont il dispose aujourd'hui au marché de l'UE, quel qu'en soit le prix.

### QUELLE SUITE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Pour les travailleurs, tout cela implique de nouvelles attaques contre les emplois et les conditions de travail, de nouvelles coupes dans les services publics et les budgets sociaux, comparables à ce qu'ils ont connu depuis six ans, sinon pires, si la crise s'approfondit. Mais sur ce plan, si le vote pour le maintien dans l'UE l'avait emporté, les mêmes consé-

quences en auraient découlé, à en juger par les nouvelles mesures d'austérité annoncées il n'y a pas si longtemps par le chancelier de l'Échiquier [*le ministre des Finances*] Osborne.

Comme on pouvait le prévoir, les bastions les plus solides du Brexit ont été dans les régions rurales dominées par les conservateurs. Mais cela n'a pas empêché les médias et les politiciens de faire porter la responsabilité du Brexit à l'électorat ouvrier du Parti travailliste. Certains dirigeants de l'aile droite de ce parti ont même exigé la tête de Corbyn, qu'ils accusent d'avoir été trop mou sur la question des travailleurs migrants!

Or, dans les bastions travaillistes, les mêmes électeurs qui ont voté pour le Brexit le 23 juin n'avaient pas voté pour UKIP lors des municipales de mai dernier, mais pour le Parti

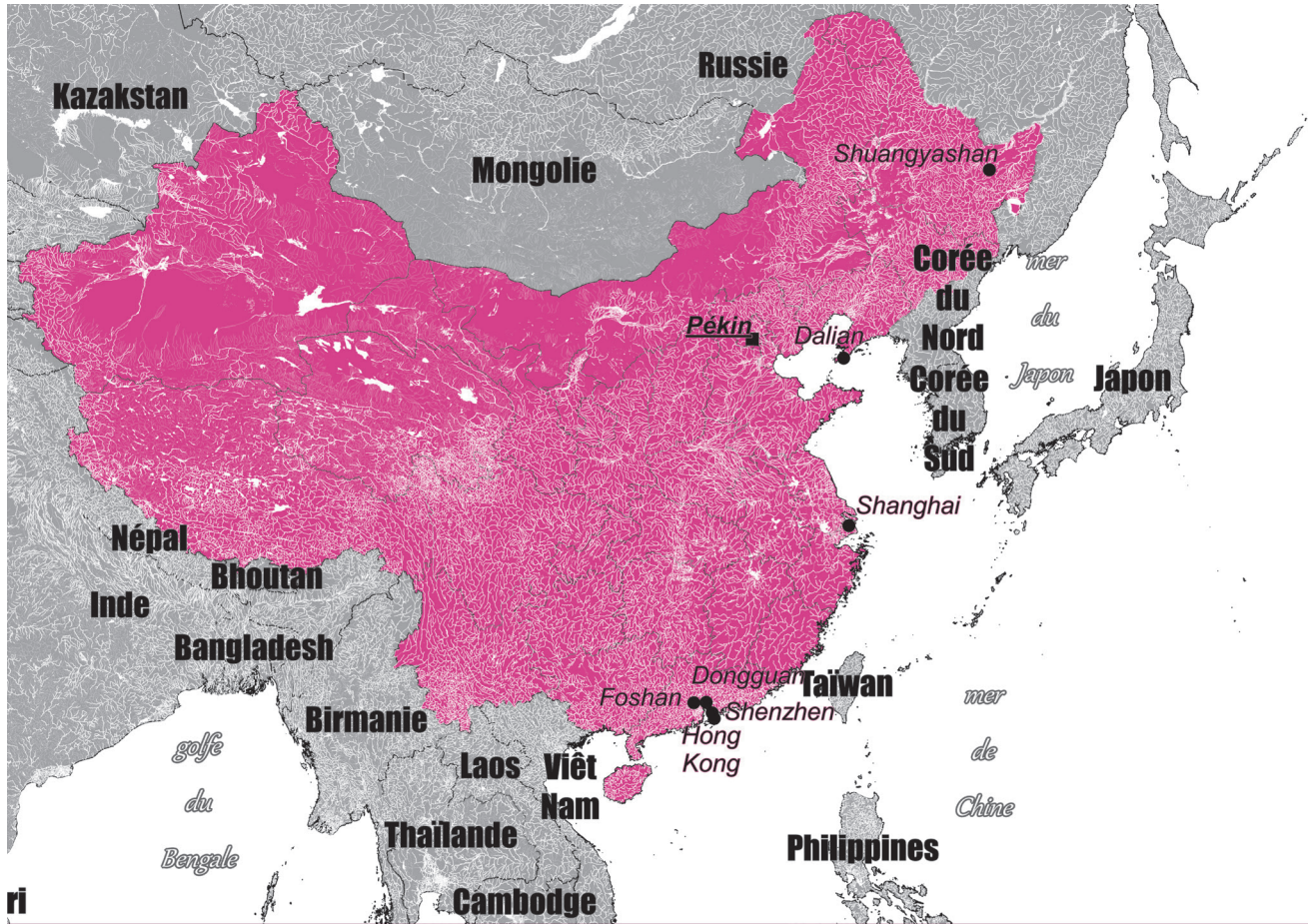
travailliste. S'ils ont voté pour le Brexit, ce n'est pas forcément l'expression de préjugés anti-immigrés, comme le disent tant de politiciens, mais parce que beaucoup y voyaient une occasion, la première depuis longtemps, d'exprimer leur ras-le-bol face à la dégradation de leurs conditions de vie et la politique antiouvrière du gouvernement Cameron. Ce n'est pas un hasard si, parmi les régions ouvrières, c'est dans des zones sinistrées par la désindustrialisation que le Brexit a obtenu ses meilleurs scores, comme dans les anciennes régions minières de Bolsover, Mansfield, Barnsley, Chesterfield, ou dans des anciennes villes sidérurgiques comme Middlesbrough et Corby.

Ce qui restera surtout de cette campagne, et en fait de toutes ces années où les gouvernements ont fait porter aux tra-

vailleurs immigrés la responsabilité de tous les maux dont souffrait la société du fait de leur politique, est une atmosphère de division qui pourrait devenir dangereuse si la classe ouvrière ne parvient pas à éradiquer ce poison de ses rangs.

Pour la classe ouvrière, aucun changement n'est jamais sorti des urnes. En revanche, des changements, elle peut en arracher, par l'action directe contre les attaques du patronat et les politiciens à ses ordres, et contre leur système d'exploitation. Mais seulement si elle sait regrouper toutes les forces dont elle peut disposer, derrière des objectifs communs de lutte. C'est alors et alors seulement que la classe ouvrière pourra réellement « faire l'histoire », mais, cette fois, en tirant la société vers l'avant!

24 juin 2016



STEVE JURVENSON

Usine d'électronique à Shenzhen.



## La Chine rattrapée par la crise mondiale et par la lutte des classes

**Ces derniers temps, les interrogations se sont multipliées sur la santé réelle de l'économie chinoise, cette économie que les journalistes de la presse bourgeoise qualifiaient jusque-là de miracle économique. Entre une dévaluation du yuan et un krach boursier à Shanghai, les économistes se sont interrogés sur les raisons de la baisse de la croissance chinoise et sur les conséquences de ce ralentissement. Ils ont longuement discuté pour savoir si ces difficultés étaient annonciatrices d'un effondrement brutal de l'économie chinoise, susceptible d'entraîner un peu plus dans la tourmente toute l'économie mondiale, ou si les dirigeants chinois sauraient faire atterrir en douceur leur économie en pleine surchauffe.**

Depuis des années, la Chine affiche des taux de croissance de son produit intérieur brut défiant toute concurrence. Mais il faut déjà dire, en préalable, que ces chiffres intègrent tout et n'importe quoi. Par exemple, les terres que le régime a volées aux paysans, valorisées à la valeur du marché sans que rien ne change par ailleurs, ont mécaniquement fait gonfler le chiffre de la croissance. De même pour l'immobilier, dont les prix n'arrêtent pas de monter dans les grandes villes sous l'effet de la spéculation. C'est dire si la réalité économique que les taux de croissance officiels représentent est pour le moins discutable. Et cela sans même compter que le pouvoir affiche les chiffres qu'il veut. On se souvient qu'en 2015 le régime a affiché une croissance de plus de 7 %, alors que la consommation d'énergie avait stagné. Quoi qu'il en soit, cette année, la croissance officielle chinoise serait inférieure à 7%, le plus mauvais taux enregistré depuis 25 ans, alors qu'en 2007 le taux de croissance officiel

s'était élevé à 14%, son record, et que de 2009 à 2011, alors que la planète sombrait dans la crise financière et la récession, la Chine annonçait encore des taux de croissance supérieurs à 9%.

Quelle que soit la croissance réelle de la Chine, elle reste un pays sous-développé. Si on ramène le PIB officiel au nombre d'habitants, ce n'est pas dans le peloton de tête mondial qu'on retrouve ce pays gigantesque de 1,3 milliard d'habitants, mais autour de la 80<sup>ème</sup> position, au même niveau que la République dominicaine. Mais si les économistes occidentaux et les marchés occidentaux ont été si sensibles aux difficultés de l'économie chinoise ces derniers mois, c'est parce que ce pays représente 20 % de l'humanité et que son activité économique a, en partie, empêché l'économie mondiale de sombrer complètement depuis 2008 ; parce qu'une partie non négligeable des profits mondiaux se sont faits là-bas, sur le dos du prolétariat

et des paysans chinois ; et enfin parce que les spéculateurs sur les matières premières réagissent naturellement à la moindre nouvelle en provenance d'un pays qui consomme 40 % des métaux produits dans le monde, et 20 % à 30 % des autres matières premières.

### UNE ÉCONOMIE D'EXPORTATION D'ABORD AU SERVICE DES TRUSTS OCCIDENTAUX

La croissance économique chinoise repose sur l'exploitation des travailleurs et sur l'expropriation des paysans. L'économie chinoise n'a décollé vraiment qu'au tournant des années 2000, quand elle a commencé à devenir, si ce n'est l'atelier du monde, du moins un centre de production de biens manufacturés parmi les plus importants. Cette transformation, certes spectaculaire, repose essentiellement sur les bas salaires, parmi les plus bas au monde pratiqués au début

des années 2000. En s'ouvrant aux capitalistes occidentaux, en mettant à leur disposition la puissance d'un État fortement centralisé, la Chine a attiré des capitaux occidentaux ou japonais s'investissant dans des usines produisant pour le compte des trusts de ces pays-là. Dans des zones franches, d'abord localisées sur la côte est entre Pékin, Shanghai, Shenzhen et Hong-Kong, les dirigeants chinois ont fait surgir de terre des zones industrielles entières. Ils y ont vendu, pour presque rien, la main-d'œuvre chinoise. Le schéma des échanges commerciaux, toujours d'actualité pour l'essentiel, est le suivant : les ateliers chinois, entre les mains de sous-traitants chinois ou étrangers, importent les matières premières et les composants, les assemblent pour le compte des Apple, Honda, Nike ou de tout autre secteur où la main-d'œuvre représente une composante importante du prix de revient des marchandises. Et les marchandises, propriétés des multinationales, sont ensuite réexportées vers le marché mondial.

Pour les trusts occidentaux, ce fut dès le départ tout bénéfique. La force de travail chinoise semblait innombrable, avec de colossales armées de réserve dans les campagnes, ce qui pouvait leur laisser penser que les très bas salaires dureraient en Chine bien plus longtemps qu'en Corée du Sud ou à Taïwan, où le développement industriel a vite épuisé les réserves de travailleurs. En Chine, il y a aussi le régime, avec sa police, son armée, son syndicat unique aux ordres du pouvoir, qui s'est chargé du maintien de l'ordre tout en créant l'environnement permettant aux entreprises occidentales de trouver leur bonheur et leurs profits. C'est ainsi que la Chine dépassa le Japon en valeur de biens

exportés en 2004, puis les États-Unis en 2007 et l'Allemagne en 2009, devenant le premier exportateur mondial. En 2000, la part de la Chine dans le commerce mondial était inférieure à 4%. En 2014, elle est de 12%. Les dirigeants chinois ainsi qu'une couche de quelques dizaines de millions de nouveaux petits ou grands bourgeois chinois en profitèrent pour s'enrichir au passage, en pots-de-vin ou en commissions à la tête des usines, recevant ainsi les miettes, et pour certains de grosses miettes, de l'exploitation des travailleurs chinois, une exploitation dont la plus grosse part revient toujours aux trusts des pays impérialistes.

#### LA CRISE FINANCIÈRE ET LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

C'est la crise financière mondiale de 2008 qui modifia la donne. La récession gagna la planète, et avec elle une baisse de la consommation de biens manufacturés. Un vrai problème pour l'économie chinoise. Pour contrer les effets de la crise, le régime décida dès 2008 de plans de relance économique comparables à ce que faisaient alors les États-Unis. Pour soutenir les profits de la nouvelle bourgeoisie mais aussi pour inciter les capitaux occidentaux à venir s'investir, le régime décida de développer massivement les infrastructures du pays. Des milliers de milliards de dollars furent dépensés pour construire des lignes de chemins de fer, des aéroports, des zones industrielles toutes neuves, mais aussi des théâtres et des musées. Des milliards furent injectés dans la construction navale, le photovoltaïque, le charbon, l'acier, le ciment... Tous ces

investissements développèrent les capacités de production chinoises, au point que très vite, dès 2013, il était évident que ces capacités dépassaient en fait, et de très loin, les besoins.

L'immobilier fut le premier secteur à caler. L'immobilier, c'est d'une part la spéculation et l'envolée des prix dans les grandes villes, Pékin, Shanghai. Mais ce sont aussi des quartiers entiers fantômes, dans nombre de villes petites ou moyennes, où les collectivités firent sortir de terre des millions de logements et toute l'infrastructure qui va avec. Ces logements sont toujours en grande partie vides, faute d'avoir trouvé preneurs. Mais il n'y a pas que dans l'immobilier ou dans la construction immobilière que l'on peut parler de surinvestissement. Le *Financial Times* estimait en 2015 que la moitié des investissements promus par l'État et les collectivités locales depuis 2008, soit 6800 milliards de dollars, ont été dépensés en investissements qui se sont révélés inutiles. Ces chiffres sont certainement discutables, mais tout cet argent injecté n'a pas été perdu pour tout le monde. Il a fait la fortune de bien des promoteurs immobiliers, de patrons du bâtiment, mais aussi d'industriels occidentaux ou de producteurs de matières premières, de fer, de pétrole ou de nourriture, importées en masse pendant des années. Après 2008, le pays était le nouvel eldorado des capitalistes occidentaux, l'endroit où il fallait être pour placer ses avions, ses métros, ses aéroports, ses machines. Le plan de relance n'arrosa donc pas que les couches dirigeantes et possédantes chinoises. Toute la bourgeoisie mondiale en profita, à tel point que la Chine était alors considérée comme l'un des rares moteurs de la croissance mondiale.

## LA DETTE CHINOISE ET SES CONSÉQUENCES

Après les exportations, il est manifeste que la politique d'investissement massif dans les infrastructures a calé à son tour. Et cela pour une raison, essentielle : son financement. Cette politique a d'abord été, en partie, financée sur le dos de la paysannerie. Ce sont les collectivités locales qui, en Chine, sont les décideurs d'une grande partie des investissements locaux en infrastructures. Et leurs principales ressources reposent en fait sur la vente de terrains aux promoteurs immobiliers ou aux industriels, des terrains qu'elles ont le droit d'arracher aux paysans qui les cultivent. Selon une université chinoise, 16% des familles chinoises ont dû quitter leurs terres depuis 1990 sur consigne des autorités, soit environ 200 millions de personnes. C'est comme cela que les gouvernements locaux bouclent leurs fins de mois, et c'est aussi comme cela que la bourgeoisie chinoise et la bourgeoisie mondiale se sont enrichies. Mais cela n'a représenté qu'une partie des sommes nécessaires. Pour le reste, c'est par la dette que le régime a trouvé les finances pour les investissements dans les infrastructures. De 2003 à 2008, la dette chinoise est restée relativement stable, autour de 150% du PIB si l'on compte la dette publique et la dette privée. Puis, à partir de 2009, la dette a littéralement explosé, pour atteindre l'année dernière 260% du PIB. Et il n'y a aucune raison de penser que cela va cesser. Devant la panne de l'économie mondiale en 2008, la Chine a donc, elle aussi, fait tourner la machine à crédit, et cette machine aujourd'hui craque de toutes parts. Un article du journal *Les Échos* (« La dette obligataire explose en Chine », 11 mai 2016)

affirme ainsi que les intérêts à rembourser, tous confondus, ont plus que doublé sur ces douze derniers mois. Le nombre d'entreprises, de promoteurs immobiliers ou même de villes entières devenus incapables de rembourser leurs traites ne cesse de grandir. Et si les plus gros des défaillants sont sauvés par l'État, un transfert de dette n'annule pas la dette.

## VERS UNE ÉCONOMIE DE SERVICES ?

Aujourd'hui, le régime cherche une solution. Les exportations ne progressent plus, elles ont même tendance à régresser comme ce fut le cas sur huit des neuf derniers mois. Et, on l'a vu, les investissements dans les infrastructures n'offrent plus les mêmes promesses qu'auparavant. C'est pourquoi le régime parle maintenant de tourner l'économie chinoise vers les services et la consommation intérieure, rêvant, avec les capitalistes de tous les pays, de transformer les centaines de millions de Chinois en un nouveau et gigantesque marché. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. En attendant, les vieilles recettes sont à l'œuvre. Pour soutenir les exportations, les rendre un peu plus profitables et contrer ainsi la (petite) concurrence vietnamienne ou cambodgienne, le régime chinois a dévalué sa monnaie plusieurs fois cette année. Une politique qui consiste à faire payer le consommateur chinois, en renchérissant les prix des denrées importées. Et, pour les entreprises, le régime a annoncé en mars, outre des allègements fiscaux destinés à rassurer les capitalistes chinois ou étrangers sur leurs marges, une nouvelle vague d'investissements dans des infrastructures : 300 milliards d'euros supplémentaires dans les voies ferrées et les routes,

financés par l'emprunt.

Et puis surtout, le gouvernement et la bourgeoisie chinoise font payer le ralentissement économique à la classe ouvrière.

## LE PROLÉTARIAT CHINOIS

Alors, s'il est bien difficile de prévoir les conséquences politiques du ralentissement économique de la Chine, il reste que, pendant ces années où ce pays est devenu l'atelier du monde, un prolétariat chinois considérable s'est développé, un des prolétariats les plus nombreux du monde. L'immense paysannerie de ce pays s'est déjà largement prolétarisée. À la campagne, on ne trouve souvent plus que les anciens. Leurs enfants ont migré vers les zones urbaines. 274 millions de Chinois sont ainsi des travailleurs migrants, des *mingongs*, qui ont, avec les centaines d'autres millions d'ouvriers et de prolétaires des villes, construit la Chine moderne qu'on voit s'afficher à Shanghai ou à Pékin, et qui ont assuré la fortune de la bourgeoisie chinoise et des couches dirigeantes de l'appareil d'État. Les travailleurs migrants sont des Chinois de seconde ou de troisième zone, les plus exploités. Ils représentent un tiers de la population active, l'essentiel des ouvriers dans la construction et dans l'industrie, en particulier dans les entreprises privées ou semi-privées. Les deux tiers d'entre eux n'ont même pas de contrat de travail. Contraints par leur passeport interne, le *hukou*, qui les lie de façon héréditaire à leur province d'origine, ils n'ont souvent droit à rien dans les villes où ils travaillent, à aucun service public, aucune école publique, aucune santé publique. Leurs salaires sont inférieurs à la moyenne, mais leurs salaires réels sont encore



Des migrants à la recherche d'un emploi.

plus bas, car ils doivent tout payer avec. Autant dire que l'État, criblé de dettes, n'est pas près de revenir sur cette ségrégation sociale, tant cela lui coûterait.

Au total, la population active chinoise est d'environ 800 millions de personnes. Dans les usines à proprement parler, il y a plus de 100 millions d'ouvriers. Des dizaines de millions d'ouvriers travaillent dans les mines, d'autres dizaines de millions sont dans le bâtiment. Une centaine de millions de travailleurs sont employés dans les commerces. Et enfin des dizaines de millions font des petits boulots et vivent comme ils peuvent. Tout cela dessine une classe ouvrière moderne, jeune et dynamique, et qui, ces dernières années, n'a pas manqué de se battre.

### LES LUTTES GRÉVISTES

La grève est devenue une des armes utilisées couramment par les travailleurs, une arme qu'ils ont expérimentée dans

la lutte pour de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, une meilleure couverture sociale et pour de meilleures pensions de retraite. La question des salaires et de la couverture sociale est essentielle car, dans ce pays, ce sont les entreprises où l'on travaille qui abondent elles-mêmes les fonds qui seront distribués sous forme de pensions de retraite. Il n'y a pas de mutualisation. En Chine, un travailleur est exploité dans les usines proprement dites en général jusqu'à l'âge de 40 ans. Au-delà, il est considéré comme trop vieux, pas assez habile, et doit souvent se contenter d'un emploi dans le bâtiment ou dans le commerce, moins bien payé. Et c'est l'argent épargné entre 20 et 40 ans qui permet ensuite de faire face, avec difficulté, aux aléas de la vie, de compenser les salaires plus faibles et les pensions de misère. Aussi la lutte pour les salaires est-elle vitale.

Les salaires ouvriers chinois varient aujourd'hui autour de 400 dollars mensuels. S'ils sont

supérieurs à ceux pratiqués au Vietnam ou au Cambodge, ils restent bien inférieurs à ceux de Taïwan, du Japon et des pays occidentaux. La Chine est toujours un pays à bas salaires. Mais il est notable que les ouvriers chinois ont réussi malgré tout à imposer que, entre 2008 et 2014, le salaire minimum soit doublé dans de nombreuses villes, et qu'en dix ans le salaire moyen ait plus que triplé; des hausses qu'il faut bien sûr relativiser en tenant compte de l'inflation et en particulier de la hausse des prix de l'immobilier. Ces hausses de salaire ont été le fruit des luttes grévistes. En la matière, la presse chinoise officielle donne surtout des nouvelles des grèves dans les entreprises étrangères. Mais elles sont caractéristiques d'une véritable ambiance. À l'été 2010, une grève dans l'usine de Foshan du groupe japonais Honda paralysa toutes les usines chinoises du groupe, faute de pièces détachées. La direction de Honda lâcha une augmentation de 50 % des



salaires, qui passèrent de 1 600 à 2 400 yuans par mois (soit de 200 à 300 euros à l'époque). Pour ce que l'on en sait, la contagion gagna alors le pays. Dans la ville de Dalian, dans la province du Liaoning, à proximité de la Corée, 70 000 ouvriers répartis dans 73 entreprises distinctes se mirent en grève dans les mois qui suivirent. En 2014, une autre série de grèves secoua la Chine. La plus connue de ces grèves se déroula au printemps, quand à Dongguan, l'un des principaux centres industriels chinois situé près de Hong-Kong, 40 000 travailleurs de Yue Yuen, le plus grand producteur mondial de chaussures (une paire de chaussures sur cinq vendues dans le monde), sous-traitant de Nike, Adidas ou Asics, cessèrent le travail pour exiger une meilleure couverture sociale.

Ces quinze dernières années, la jeunesse ouvrière chinoise a donc démontré qu'elle n'était pas corvéable à merci. Voilà ce qu'en dit un patron chinois : « Les jeunes nés après 1990 sont beaucoup plus difficiles à gérer.

*Ils changent de travail dès qu'ils trouvent un bon job ailleurs et communiquent très vite avec les réseaux sociaux pour s'informer de telle opportunité mieux payée. Ils ne veulent pas passer 8 h à 10 h par jour au travail, alors qu'en 2000 on pouvait aisément atteindre les 14 heures quotidiennes. »<sup>1</sup>. Les patrons se plaignent de ne plus pouvoir exploiter les travailleurs chinois comme avant !*

### LA CLASSE OUVRIÈRE CHINOISE FACE AU RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE

La fin de l'année 2015 s'est traduite aussi, semble-t-il, par une nouvelle série de grèves. Selon l'association China Labour Bulletin basée à Hong Kong, qui recense les grèves qu'on lui signale sur les réseaux sociaux, il y eut en décembre et en janvier dernier, avant les fêtes pour le nouvel an chinois,

<sup>1</sup> Cité par Gabriel Grésillon, *Chine, le grand bond dans le brouillard*, Stock 2015.

trois fois plus de grèves qu'il n'y en eut en moyenne l'année précédente. Cette fois-ci, le motif qui revenait le plus n'était pas les augmentations de salaire. Sur les 503 conflits recensés en janvier, 439 concernaient le paiement d'arriérés de salaire ou des luttes contre les baisses de salaire, symptomatiques du ralentissement de l'économie et de l'endettement des entreprises.

Pour la classe ouvrière chinoise, une bonne partie de la menace vient du gouvernement chinois, qui a ouvertement annoncé un plan de guerre sociale contre les travailleurs, en premier lieu dans les secteurs qui sont estimés en surcapacité ou surendettés. La Chine se prépare ainsi à supprimer des millions d'emplois dans ce que les Chinois appellent les entreprises zombies, des entreprises d'État qui ne tiennent que par le crédit. Cela concernerait 1,8 million d'emplois dans le secteur minier et dans la sidérurgie sur les cinq prochaines années. Dans le charbon, on a déjà entendu parler des travail-



Manifestation des mineurs de charbon, le 11 mars dernier, pour obtenir le paiement des arriérés de salaire. Les banderoles disent : « Nous devons vivre, nous devons manger » et « Lu Hao [le gouverneur de la province] est un menteur ».

leurs de Longmay qui, à plusieurs centaines, ont manifesté et fait grève en mars dernier à Shuangyashan pour protester contre les arriérés de salaire. Longmay, c'est 250 000 travailleurs et 100 000 licenciements programmés. Dans les chantiers navals, dans la production de ciment, on peut s'attendre là aussi à des centaines de milliers de suppressions d'emplois, en particulier dans les entreprises d'État. Dans le bâtiment, les suppressions d'emplois se feront, ou se font peut-être déjà, sans grande décision éditoriale, car le secteur est entre les mains de nombreux capitalistes indépendants. Et, comme dans les usines dont la production est en recul ces derniers mois, ce seront les travailleurs migrants, ceux qui n'ont pas même un contrat de travail, qui seront les premiers à être mis à la porte.

Dans un proche avenir, les travailleurs chinois devront donc se battre pour défendre leurs positions, comme ils le font déjà pour se faire payer les arriérés de salaire. Et c'est peut-être cette nouvelle période troublée que prépare le pouvoir en se radicalisant et en se personifiant de plus en plus dans son leader Xi Jinping. En Chine, le PC est le parti unique et dirigeant, le parti qui concentre en son sein tous ceux qui se sont enrichis ces dernières années. En 2015, selon les chiffres avancés par un journal local, plus d'un tiers des cent premières fortunes de Chine siégeaient soit au Parlement chinois, soit dans l'Assemblée politique consultative nationale. La ri-

chesse cumulée de ces 36 personnes équivalait à 1 200 milliards de yuans (190 milliards de dollars), soit davantage que le produit intérieur brut (PIB) du Vietnam. Au total, 30 % des 1 000 premières fortunes chinoises occuperaient une position officielle, et les dirigeants du parti et de l'État sont parmi les premiers servis. Le leader actuel Xi Jinping est un « prince rouge », dont la fortune de près de 400 millions de dollars est abritée dans quelques paradis fiscaux. C'est dire si la lutte anticorruption qu'il a entreprise depuis son accession au pouvoir est surtout l'occasion d'imposer le pouvoir de son clan. Xi Jinping s'est par ailleurs mis à cumuler fonction sur fonction, occupant tous les espaces à la tête de l'appareil d'État, dans le secteur économique, dans le secteur militaire. Tout se passe en fait comme si Xi Jinping faisait le vide autour de lui, éliminant toute opposition possible, toute équipe de rechange qui pourrait émerger et avoir la tentation de s'imposer, dans une période qui pourrait devenir politiquement agitée.

Les contradictions de classes qui déchirent ce pays pousseront donc inévitablement les ouvriers chinois à la lutte. Personne ne peut prévoir comment les choses vont se passer, mais il se peut que ce soit précisément le retournement de la situation économique en Chine, avec toutes les conséquences catastrophiques qu'il aura pour une classe ouvrière jeune et nombreuse, qui poussera cette dernière vers des luttes

bien plus amples que les luttes ouvrières du 19<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècle. C'est là qu'il deviendra primordial que le prolétariat de Chine renoue avec le passé, c'est-à-dire avec l'expérience de ses frères de classe d'Angleterre, de France, d'Allemagne ou de Russie, et qu'il accède à la conscience politique indispensable pour disputer le pouvoir à la bourgeoisie et se donne le parti pour incarner cette conscience. Ce parti chercherait aussi à faire revivre dans les consciences les expériences révolutionnaires qu'ont connues les ouvriers chinois, comme celle des années 1925 à 1927. La jeune classe ouvrière, encore très minoritaire, fut finalement écrasée. Elle paya chèrement le suivisme du tout jeune Parti communiste chinois par rapport aux nationalistes bourgeois du Guomindang, alliés temporaires contre les impérialistes occidentaux et les féodaux, et qui se transformèrent en bourreaux. Pour que de telles expériences puissent être utiles à l'avenir, il faut que des militants se les approprient et trouvent les moyens de les faire vivre au sein d'une classe aujourd'hui forte de centaines de millions d'ouvriers.

La société capitaliste porte en elle-même les forces qui la détruiront et, tôt ou tard, cela se produira. Renouer avec l'expérience du passé et retrouver sa conscience de classe économiserait bien des tâtonnements au prolétariat.

*19 juin 2016*



## Revenu garanti, salaire universel... ou abolition du salariat ?

Depuis quelques mois, les débats se multiplient sur deux idées en apparence proches mais en réalité assez éloignées l'une de l'autre : le revenu garanti et le salaire universel. Le premier est défendu aussi bien par des militants de gauche ou écologistes que par des réactionnaires assumés. Le second, en apparence plus proche du marxisme, est issu des travaux du sociologue, membre du PCF, Bernard Friot.

Si les thèses de Friot peuvent sembler plus séduisantes au premier abord – elles rencontrent d'ailleurs un certain succès dans la jeunesse et les milieux réunis dans les collectifs Nuit debout – elles ne sont, on va le voir, pas plus révolutionnaires que les autres, et sont même empreintes d'une idéologie politique aux antipodes de la nôtre.

Commençons par nous intéresser à l'idée du « revenu universel », sous ses diverses moutures.

Le référendum qui a eu lieu en Suisse, le 5 juin dernier, a mis sur le devant de la scène la notion de « revenu garanti ». Il s'agissait de décider si l'État helvète allait verser à l'ensemble de la population du pays une somme forfaitaire de 2 260 euros par mois pour les adultes et 565 pour les enfants, de la naissance à la mort, quel'on ait un emploi ou pas. Le projet, dénommé en Suisse « revenu de base inconditionnel », a été rejeté par une majorité des électeurs suisses, mais il a fait parler de cette idée qui est défendue depuis des années par un certain nombre de courants extrêmement divers. En France, tout récemment aussi, le Sénat vient de créer

une mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France. Celle-ci a commencé pendant la semaine du 13 juin à auditionner les défenseurs de ce projet : les membres de nombreuses associations comme le Mouvement français pour un revenu de base ou l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence.

Il suffirait presque de dire que le Sénat s'intéresse à la question pour comprendre que cette mesure, quel que soit le nom qu'elle porte, n'a rien de révolutionnaire ni même de radical. La mesure est d'ailleurs défendue avec ferveur par la très catholique et très réactionnaire Christine Boutin (qui l'appelle « dividende universel »), par l'ancien ministre sarkozyste Frédéric Lefebvre, par le libéral Alain Madelin, ainsi que par bon nombre de curés de toutes obédiences et quelques loges maçonniques.

À gauche, l'idée est également défendue par le Parti de gauche, une partie du PCF, les écologistes, Attac et le *Monde diplomatique*. Elle est tellement œcuménique que, le 5 juin dernier, le porte-

parole d'Europe écologie-Les Verts, Julien Bayou, et Frédéric Lefebvre ont même pu donner une interview commune dans *Le Figaro* pour défendre le « revenu universel » ou « revenu de base ».

L'idée est simple : supprimer tout ou partie des allocations et aides sociales et les remplacer par une allocation unique versée à tout le monde. Le montant diffère entre les différents courants qui défendent cette idée, certains tablent sur 450 euros par mois, d'autres sur 800 euros. Certains préconisent de supprimer toutes les allocations, jusqu'aux allocations familiales et à l'aide au logement, d'autres, seulement le RSA. Mais, dans tous les cas, on parle bien de verser un « revenu » à tous, riches et pauvres, travailleurs en activité et chômeurs, actionnaires et smicards, adultes et enfants.

L'idée n'est pas neuve : elle date du 18<sup>e</sup> siècle, sous la plume de Thomas Paine, qui aurait été le premier à théoriser cette notion en 1795, sous le nom « d'indemnité de droit naturel ». Elle a connu une nouvelle jeunesse à partir des années 1970 dans les milieux écologistes, et plus récemment

avec la remontée en puissance des courants décroissants.

En même temps, les économistes les plus libéraux, comme Milton Friedmann ou Friedrich Hayek, ont défendu la même idée dans les années 1960 et 1970, tout comme des économistes keynésiens, apôtres de la relance par la consommation, persuadés que le revenu de base, en donnant du pouvoir d'achat aux couches les plus pauvres de la société, ne pourrait être que bénéfique au marché.

### UNE MESURE QUE MÊME LE PATRONAT DÉFEND

En réalité –et c'est ce qui la rend difficile à comprendre– l'idée du revenu de base est défendue par des gens ayant des motivations tout à fait différentes. Certains sont évidemment de bonne foi, guidés par la générosité et la volonté de ne pas laisser les plus pauvres s'enfoncer dans la misère. Pour les décroissants, il s'agit de trouver des idées permettant de « s'émanciper du travail ». Pour d'autres, ce serait tout simplement le moyen de réaliser des économies. C'est ce qu'expliquent bien cyniquement Frédéric Lefebvre et Julien Bayou dans *Le Figaro* : « *L'Utah, État de l'Ouest américain qui a logé des sans-abri, a évalué le coût d'un sans-abri, compte tenu des coûts directs et indirects (prison, hospitalisation d'urgence, destruction d'équipements publics...) à 16 870 dollars. En lui donnant un toit et un acteur social qui le suit 7 jours sur 7, le coût est inférieur d'un tiers, soit 11 000 dollars ! En dix ans, 75 % des sans-abri de l'Utah ne le sont plus, ils sont logés et suivis pour un coût moins élevé.* »

Pour d'autres encore, il s'agit, on l'a dit, de relancer la consommation sans que le

patronat ait besoin d'augmenter les salaires. L'instauration d'un tel revenu de base aurait pour conséquence de donner du pouvoir d'achat à des personnes qui en sont totalement privées, par exemple les jeunes sans emploi de moins de 25 ans, qui n'ont, aujourd'hui, pas le droit de toucher le RSA. Si l'on prend la proposition de Christine Boutin (200 euros par mois jusqu'à 18 ans et 400 euros ensuite), cela signifie qu'un enfant qui ne dépenserait pas son allocation arriverait à 18 ans avec un pécule de 43 200 euros ! On imagine que les capitalistes, dès lors que cela ne leur coûterait rien, verraient d'un bon œil quelques millions de jeunes acheteurs au compte en banque si bien garni arriver sur le marché.

D'ailleurs, il existe bon nombre de grands patrons, aux États-Unis, qui se mettent à défendre l'idée de revenu universel, pour des raisons très éloignées de la philanthropie. Certains l'ont expliqué avec franchise, comme le milliardaire Albert Wenger, dirigeant de la société de capital-risque United Square Ventures, qui défend l'idée qu'avec la hausse inéluctable du chômage, l'instauration d'un revenu universel jouerait un rôle utile d'amortisseur social, susceptible d'éviter des révoltes. Elle serait de plus, en quelque sorte, une contrepartie à la destruction programmée des quelques règles qui protègent encore les travailleurs, qui prend par exemple en France la forme de la loi El Khomri contre le Code du travail, et à la précarisation grandissante qui l'accompagne. Ils rêvent à haute voix d'une société où les travailleurs auraient un petit pécule garanti par l'État, et où les capitalistes pourraient les embaucher où et quand bon leur semble, sans aucune obligation ni protection.

### UN FINANCEMENT PAR LA POPULATION ELLE-MÊME

Et s'il y a bien un point commun entre toutes les différentes moutures du « revenu garanti », c'est celui-ci : personne n'envisage de le financer par une ponction sur les mirobolants bénéfices des actionnaires ou la fortune des capitalistes. Pour tous les défenseurs de cette idée, il s'agit en fait de réorganiser l'impôt et les prélèvements sociaux. L'instauration d'un tel revenu garanti coûterait en effet des centaines de milliards d'euros : en Allemagne, par exemple, ses défenseurs le chiffrent à 580 milliards par an. Les idées les plus variées circulent sur la façon de le financer : certains prônent un impôt sur le revenu à taux unique de 25 % pour tous ; d'autres le passage de la CSG à 40 %, avec en contrepartie la suppression de toutes les autres cotisations salariales et patronales ; d'autres encore une hausse fulgurante de la TVA... Dans tous les cas, ce seraient donc les travailleurs eux-mêmes qui financeraient une telle allocation, ce qui n'a évidemment rien d'étonnant dans notre société divisée en classes, où les dépenses de l'État ne peuvent être financées que par deux moyens : ou en prélevant sur les profits, ou en prenant dans la poche des salariés.

Il est impossible de dire aujourd'hui si de telles solutions seront finalement expérimentées et retenues, que ce soit à des échelles nationales ou plus locales (un projet serait actuellement à l'étude dans plusieurs régions de France). Et il n'est pas impossible que certaines expérimentations puissent avoir un effet positif pour les plus pauvres, voire pour l'ensemble de la population : le fait que la Sécurité sociale ait été inventée, au bout du compte, pour le plus

grand bénéficiaire des capitalistes, ne signifie pas qu'elle ne soit pas utile à la population.

Mais dans tous les cas, il ne s'agira au mieux que d'un aménagement d'un capitalisme en crise, où l'on cherchera, une fois de plus, à inventer une nouvelle béquille pour relancer la consommation sans toucher aux profits des actionnaires. Cela n'est pas si nouveau. Au fond, il s'agit de réinventer ce prolétariat que les patriciens de la Rome antique avaient créé il y a deux millénaires: une classe sociale misérable, à laquelle on offrait du pain et des jeux, à défaut d'une vie correcte.

#### LES THÈSES DE BERNARD FRIOT



ZINTV.ORG

Même si elles sont souvent confondues, les propositions des divers défenseurs du « revenu garanti » n'ont rien à voir avec celles de Bernard Friot, le « salaire universel » ou « salaire à vie ».

Bernard Friot, membre du PCF depuis le début des années 1970, prétend appuyer ses idées sur l'analyse économique du capitalisme de Marx et Engels, et le fait en partie, comme on le verra. Non dénué d'un certain franc-parler et n'hésitant pas à remettre à leur place ses interlocuteurs réactionnaires dans les débats télévisés, on comprend qu'il puisse susciter

une certaine sympathie, comme lorsqu'il rappelle comme une évidence que les capitalistes ne créent pas la moindre richesse, que tout le profit vient du travail des salariés, que ce sont ces derniers qui font vivre les riches et non l'inverse, et que les capitalistes ne sont et n'ont jamais été rien d'autre que des parasites du travail humain. Ces idées sont évidentes mais, dans la période actuelle où tant de repères ont été perdus, cela ne fait pas de mal de les répéter. Friot a également raison lorsqu'il explique que le « revenu universel » est « *une roue de secours du capitalisme* ».

Ses thèses, qu'il développe depuis plusieurs années à travers un réseau militant appelé Réseau salariat, et qui trouvent aujourd'hui un certain écho, notamment dans le milieu de Nuit debout, sont bien différentes: chez lui, pas d'impôt redistribué sous la forme d'un pécule mensuel à tous. Il préconise, ce qui semble beaucoup plus radical, d'universaliser le salaire et de le nationaliser. Un salaire serait versé à tous, « *de 18 ans à la mort* », selon une grille comparable à celle de la fonction publique, « *où l'on n'est pas payé en fonction de son emploi mais de son grade* ».

Bernard Friot distingue deux formes de propriété: la « *propriété lucrative* » et la « *propriété d'usage* ». La première correspond, entre autres, à la propriété des moyens de production, mais également à toute propriété permettant de dégager un profit, comme un logement loué par exemple; la seconde est celle de n'importe quelle personne qui possède une voiture pour se déplacer ou une brosse à dents, sans en tirer profit. Friot propose de transformer l'ensemble de la propriété lucrative en propriété d'usage, et de faire de tous les travailleurs les « *copropriétaires d'usage* » de

toutes les entreprises. Toute la valeur ajoutée des entreprises serait répartie entre plusieurs « caisses » (sur le modèle de la caisse d'assurance-maladie ou de la caisse d'allocations familiales), selon la répartition suivante: 60 % dans une caisse salaire, 15 % dans une caisse « autofinancement des entreprises », 15 % dans une caisse permettant d'alimenter les investissements et 10 % dans une caisse « cotisation gratuité », servant à financer des services publics gratuits (eau, énergie, transports, santé...). L'argent de la caisse salaire serait distribué à tous les adultes de plus de 18 ans, répartis, selon leur qualification, en « quatre grades », allant de 1500 euros à 6000 euros par mois. Avec une moyenne de 2200 euros par mois, Friot chiffre la dépense annuelle de cette caisse à 1250 milliards par an.

Grâce à ce système, explique Friot, la notion d'emploi disparaîtra, et avec elle la peur de le perdre: « *Tout le monde sera libéré de l'emploi*, explique une vidéo pédagogique réalisée par le Réseau salariat. *Les salaires seront versés par une caisse des salaires alimentée par les cotisations. Grâce à la reconnaissance du statut politique de producteur pour chacun, tout le monde participe aux choix d'investissement, du travail et de la répartition.* [Les citoyens] *n'ont plus peur: ils savent tous que leur salaire sera versé toute la vie, en fonction de leur qualification personnelle.* »

Si les mots ont un sens, « exproprier toute la propriété lucrative », cela s'appelle une révolution sociale. Pourtant, ni le terme ni l'idée ne figurent au programme de Bernard Friot. Pire: il pose même ces idées comme des revendications, pour aujourd'hui. C'est ce que l'on trouve par exemple dans un tract du Réseau salariat, adressé au mouvement Nuit debout, dans lequel les

partisans de Friot expliquent que « *défendre le Code du travail c'est bien, en finir avec le marché de l'emploi, c'est mieux!* » Certes. Mais cela ne semble pas être à l'ordre du jour. Alors, que comprendre? Tout simplement que, pour Friot, de telles mesures pourraient être mises en œuvre, non par un processus révolutionnaire, mais par en haut. Et les exemples dont il se sert sont éloquentes pour juger de son projet politique.

### MAIS OÙ EST LA RÉVOLUTION?

Pour Bernard Friot en effet, il n'y a, en réalité, rien à inventer: il faut s'appuyer sur ce qu'il appelle un « déjà-là », à savoir: la Sécurité sociale, et plus particulièrement sa branche vieillesse. Le salaire à vie, explique-t-il, existe déjà: c'est celui que touchent les retraités, qui perçoivent bien un salaire mensuel sans pour autant avoir un emploi. La Sécurité sociale est pour lui le symbole même d'une socialisation partielle des richesses produites, qu'il suffirait d'étendre, à toute la « valeur ajoutée » produite à l'échelle nationale pour voir tous les problèmes résolus.

Et c'est là que le bât blesse. On a beau chercher dans tous les ouvrages de Bernard Friot, on ne trouve pas ce qui permettrait de passer d'une utopie plus ou moins désirable à une théorie politique sérieuse, à savoir: comment faire pour exproprier la « propriété lucrative ». Ou plutôt, on le verra, le peu qu'il en dit juge définitivement de la valeur de son système.

Le dispositif prôné par Friot pourrait, après tout, faire partie des idées susceptibles d'être expérimentées après une révolution victorieuse qui aurait exproprié la bourgeoisie. Il n'y a pas de théorie définitive de ce que sera l'organisation sociale après la révolution, et

il y a fort à parier que, quand on en sera là, bien des idées verront le jour, bien des systèmes seront expérimentés. Et en attendant de pouvoir parvenir à l'abolition complète du salariat, c'est-à-dire au communisme, des phases de transition seront évidemment nécessaires, où le marché ne disparaîtra pas forcément tout de suite.

Le problème, c'est que ce n'est pas du tout le propos de Bernard Friot. Celui-ci ne se pose pas en théoricien de l'après-révolution sociale, ce qui le mettrait au rang de tous les socialistes utopistes du 19<sup>e</sup> siècle, les Fourier, Owen et autres Cabet qui, avant Marx et Engels, ont imaginé des sociétés socialistes parfaites et ont même parfois tenté de les créer dans les colonies. Mais ces hommes étaient des socialistes, même si leur méthode de travail, comme Marx l'a montré, n'était pas la bonne, en ceci qu'ils ont cherché à décrire des sociétés idéales avant de chercher à comprendre comment fonctionnait le capitalisme et comment le renverser. Mais Bernard Friot, quant à lui, reste profondément un réformiste. La révolution est tout simplement absente de son système.

Bien sûr, il manie certaines notions du marxisme et une partie de son vocabulaire, mais de façon parfois parfaitement hasardeuse. Ainsi par exemple, toute une partie de son argumentation s'appuie sur l'exemple des retraités: ceux-ci, explique-t-il, tout comme les fonctionnaires, « *produisent de la valeur* » et sont rémunérés par un salaire. C'est une ânerie: même si les retraités travaillent bénévolement, dans une association ou dans leur jardin, ils ne produisent pas de valeur au sens capitaliste du mot, car, comme l'explique Marx, seuls les travailleurs qui « *fécondent le capital* » sont des travailleurs productifs, c'est-à-

dire producteurs de plus-value. Notons d'ailleurs que le terme même de plus-value n'apparaît pas dans les travaux de Friot, qui préfère lui substituer des notions plus ou moins compréhensibles de son cru.

Les très nombreuses approximations du même type que l'on trouve sous la plume de Friot suffiraient à aborder ses travaux avec une certaine méfiance. Mais Friot va bien plus loin lorsqu'il détaille sa vision du processus conduisant à l'expropriation de la propriété et de la gestion de la société par les travailleurs eux-mêmes.

Pour lui, en effet, la meilleure preuve que ce système est possible est qu'il a déjà été partiellement expérimenté. À ceux qui pensent que les travailleurs ne seraient pas capables de gérer des caisses de cotisations de centaines de milliards d'euros, Friot répond que cela s'est pourtant déjà vu. Pendant la Révolution russe, quand la classe ouvrière avait pris le pouvoir en Russie? Vous n'y êtes pas du tout: en 1945, quand la Sécurité sociale a été créée. Car à l'époque, explique Friot, les « travailleurs » ont géré une caisse dont le budget était comparable au budget de l'État.

Les « travailleurs », vraiment? Friot se montre ici sous son vrai jour, celui d'un réformiste, ayant, qui plus est, bien appris les leçons du stalinisme. Les « travailleurs » n'ont jamais géré la Sécurité sociale, même à l'époque (avant 1967) où celle-ci était gérée, non de façon paritaire, mais exclusivement par les syndicats de salariés. Confondre les « travailleurs » avec les bureaucrates syndicaux qui ont dirigé la Sécurité sociale, et la dirigent encore, dans le plus profond respect de la propriété capitaliste, n'est pas seulement stupide: c'est révélateur d'une vision bureaucratique et stalinienne de la société et

de la politique, selon laquelle il existerait un trait d'égalité entre la classe ouvrière et ses « représentants », ses délégués, fussent-ils les plus intégrés au système bourgeois ou ministres de De Gaulle... ou dirigeants de l'Union soviétique!

Car l'Union soviétique et les pays du bloc de l'Est étaient aussi, dans la phraséologie mensongère des staliniens, des pays « dirigés par les travailleurs » où, peut-on ajouter, les entreprises étaient aussi réputées appartenir à tous les ouvriers. Ceci pour tenter vainement de cacher que les travailleurs en question étaient cruellement opprimés par une caste de bureaucrates qui gouvernait « pour leur bien ».

Lorsque nous disons que Bernard Friot idéalise la création de la Sécurité sociale en en faisant une conquête révolutionnaire, nous n'inventons rien : dans une interview, Friot s'emporte contre le fait que ne soient pas reconnus les « militants révolutionnaires » qui nous ont laissé « des institutions révolutionnaires » comme la Sécurité sociale (sic). « Ils nous ont laissé des institutions qui sont autant de tremplins dont ils ne disposaient pas eux-mêmes et qui vont s'user à force d'être inutilisés par les irresponsables qui n'y voient que feu de paille et parenthèse, ou "compromis fordiste" d'une époque qui voulait ça, et autres fariboles comme la "reproduction élargie de la force de travail" dans la Sécurité sociale et les services publics. » Rappelons que ces éminents « révolutionnaires » de 1945, les dirigeants du PCF Maurice Thorez et autres Ambroise Croizat, étaient les ministres de De Gaulle, qu'ils combattaient les grèves, qualifiées d'« armes des trusts », au motif qu'elles nuiraient à la « reconstruction nationale » et ont couvert les épouvantables massacres commis par l'armée

française dans les colonies, de Sétif à Madagascar.

Présenter la Sécurité sociale comme « une institution révolutionnaire », et a fortiori comme l'exemple à suivre pour instaurer le salaire universel, « en renouant avec l'esprit du Conseil national de la Résistance », précise Friot, réduit à néant tout ce qu'il peut y avoir d'intéressant dans les travaux de celui-ci. D'ailleurs, les rares moments où Friot tente de donner des pistes pour la réalisation de son système montrent à quel point il raisonne dans une logique réformiste : « On pourrait commencer [à appliquer le salaire universel] avec les 18-25 ans », puis « revenir à la retraite à 55 ans, puis à 50... » Il s'agirait en quelque sorte de faire reculer petit à petit le capitalisme, comme les « grands révolutionnaires » de 1945 l'ont fait... au gouvernement. Sauf que Friot sait parfaitement que les réformes de 1945 (nationalisations, Sécurité sociale, comités d'établissement...) n'ont jamais eu pour but de faire « reculer » le capitalisme, mais bien au contraire de le sauver et de le consolider.

Si un système de nationalisation des profits et de versement d'un salaire équitable pour tous devait voir le jour



**Ambroise Croizat (1901-1951), ministre du Travail PCF sous de Gaulle en 1945, chargé alors de la Sécurité sociale.**

– ce que nous espérons bien – avant que la société humaine en finisse définitivement avec l'exploitation et abolisse le salariat, ce ne pourra être qu'après une phase de révolution sociale, appuyée sur les masses, sur la force du prolétariat conscient et armé. Ce ne sera certainement pas à la suite d'un changement de gouvernement, même un gouvernement PCF influencé par les thèses de Friot, même un gouvernement qui impulserait – ce à quoi Friot est évidemment favorable – un changement de Constitution. L'expropriation de la bourgeoisie ne se fera pas sans révolution. Et si celle-ci doit triompher, elle ne se fera pas non plus à l'échelle d'un seul pays, soit dit en passant pour Bernard Friot qui, là encore selon une logique héritée du PCF, ne raisonne qu'à l'échelle de la France, où la moitié du chemin aurait, selon lui, déjà été faite grâce à Maurice Thorez.

Dans les théories et la logique de Friot, le monde du travail, le prolétariat, est absent en tant qu'acteur, et acteur conscient, des transformations sociales. Il est seulement présent en tant que bénéficiaire éventuel des réformes proposées, voulues et mises en œuvre par d'autres. C'est, plus que toute autre chose, ce qui nous sépare de ces théories.

Rien ne nous permet aujourd'hui de savoir si le « revenu garanti », que nous avons présenté au début de cet article, sera un jour mis en œuvre par les capitalistes, à titre de béquille pour leur système à l'agonie. Nous sommes certains, en revanche, que le « salaire universel » à la Friot ne verra pas le jour sous le capitalisme, sans une révolution sociale dirigée par la classe ouvrière, révolution dont Bernard Friot n'est à l'évidence pas un partisan.

22 juin 2016

# TOUS DERRIÈRE LE DRAPEAU DU COMMUNISME

POUR VOS REVENDICATIONS IMMÉDIATES!

EN POURSUIVANT LA BATAILLE RÉVOLUTIONNAIRE POUR LA CONQUÊTE DU POUVOIR, LE PARTI COMMUNISTE APPELLE LES MASSES LABORIEUSES À LUTTER POUR LES REVENDICATIONS SUIVANTES

## CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

CONTRE LE FAUX PACIFISME DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS  
POUR LA DÉFENSE DE LA RUSSIE DES SOVIETS

### POUR L'AMNISTIE TOTALE

ET LA LIBÉRATION DES VICTIMES DE LA LUTTE DE CLASSE :  
CIVILS, SOLDATS, MARINS & INDIGÈNES

## CONTRE LE MONSTRUEUX BUDGET DE CLASSES DE 53 MILLIARDS

QUI ARRACHE LE MONTANT DE 60 JOURNÉES PAR AN À CHAQUE TRAVAILLEUR AU MOYEN DE TAXES HYPOCRITES SUR LA CONSOMMATION

### CONTRE L'IMPÔT SUR LES SALAIRES

POUR LE DÉGREVEMENT DES PETITS COMMERÇANTS, ARTISANS ET PAYSANS TRAVAILLEURS

## POUR L'ANNULATION DES DETTES DE GUERRE!

CONTRE LE BUDGET DE LA GUERRE, LA MARINE QUI COÛTE 10 MILLIARDS PAR AN À LA NATION

### OUVRIERS

EMPLOYÉS, FONCTIONNAIRES, LUTTEZ AVEC NOUS POUR LA RECONNAISSANCE EFFECTIVE DU DROIT SYNDICAL POUR TOUS LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ÉTRANGERS ET COLONIAUX POUR LA JOURNÉE DE 8 HEURES SANS DÉROGATIONS LA DÉFENSE DE VOS SALAIRES, UN CONGÉ ANNUEL PAYÉ POUR LES INDEMNITÉS AUX CHÔMEURS PARTIELS ET L'AUGMENTATION DES INDEMNITÉS AUX CHÔMEURS COMPLETS CONTRE LA RATIONALISATION CAPITALISTE CONTRE LA MOBILISATION DES SYNDICATS EN TEMPS DE GUERRE

### PAYSANS

OUVRIERS AGRICOLES FERMIS, MÉTAYERS, PETITS PROPRIÉTAIRES, LUTTEZ POUR LE DÉGREVEMENT DIMINUÉ DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES AGRICOLES EN CONSIDÉRATION DU TRAVAIL FOURNI PAR LA FAMILLE DU PAYSAN TRAVAILLEUR, LA DIMINUTION DES TARIFS DE TRANSPORTS POUR LES ENGRAIS, MACHINES ET PRODUITS AGRICOLES, LA MISE À LA DISPOSITION DES PAYSANS PAUVRES ET DES OUVRIERS AGRICOLES DES TERRES CULTIVABLES LAISSÉES EN FRICHE, APPLICATION DES LOIS SOCIALES AUX TRAVAILLEURS DE TERRE

### SOLDATS

MARINS, RÉSERVISTES, SOYEZ AVEC NOUS POUR ARRACHER LE DROIT DE VOTE, D'ORGANISATION ET DE LIRE DE PRESSE OUVRIÈRE LA SUPPRESSION DES PÉRIODES DE RÉSERVE LA SUPPRESSION DES NOUVELLES LOIS MILITAIRES.

### FEMMES

APPUYEZ NOTRE ACTION POUR IMPOSER L'ÉGALITÉ DES DROITS CIVILS ET POLITIQUES, LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET LA LIBRE MATERNITÉ EXIGEZ TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL

### COLONIAUX

AVEC VOS FRÈRES DE FRANCE EXIGEZ L'INDÉPENDANCE DES COLONIES, LA SUPPRESSION DES LOIS D'EXCEPTION LE DROIT SYNDICAL DES TRAVAILLEURS INDIGÈNES, L'ÉGALITÉ DU TEMPS DE SERVICE

### JEUNES OUVRIERS

LUTTEZ POUR L'APPRENTISSAGE PAYÉ PAR LE PATRONAT, POUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE ET EXIGEZ TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL

### LOCATAIRES

AVEC LE PARTI COMMUNISTE LUTTEZ POUR LA TAXATION DES LOYERS, CONTRE LES EXPULSIONS, POUR LA REQUISITION DES LOCAUX INHABITÉS ET CONSTRUCTIONS NOUVELLES

## POUR CES REVENDICATIONS IMMÉDIATES LE PARTI COMMUNISTE VOUS APPELLE À L'ACTION

VOUS AFFIRMerez VOTRE VOLONTÉ DE LES IMPOSER À LA BOURGEOISIE EN VOTANT

### POUR LES CANDIDATS DU BLOC OUVRIER & PAYSAN

VOUS AFFIRMerez VOTRE CONFIANCE DANS LE SEUL PARTI DES TRAVAILLEURS, QUI VOUS MÈNERA À LA LUTTE POUR VOTRE LIBÉRATION DÉFINITIVE DU JOUG DU CAPITALISME

B.U.I.C. 42, Rue Valenciennes, PARIS

Vu: LE CANDIDAT



PARTI COMMUNISTE 120, Rue Lafayette, PARIS

Affiche du Parti communiste pour les élections législatives de 1924: «Tous derrière le drapeau du communisme». Au lendemain de la Révolution russe, le jeune Parti communiste affiche clairement ses objectifs révolutionnaires.





## Reconstruire la gauche ? Une imposture doublée d'une impasse

**Le discrédit de Hollande et de son gouvernement agite tous ceux qui l'avaient soutenu au second tour de l'élection présidentielle et qui tentent de se démarquer en espérant fédérer les déçus de sa politique. Leur problème est avant tout de se trouver un candidat commun pour la présidentielle de l'an prochain sans pour autant se couper du Parti socialiste et de ses électeurs pour les élections législatives qui les suivront. Mais, au-delà, ceux-là mêmes qui ont hissé Hollande au pouvoir et l'accusent aujourd'hui de trahison se proposent de reconstruire ou de refonder la gauche. Une énième tentative dont l'avenir dira si elle parviendra à rassembler derrière elle, mais qui ne peut ouvrir aucune perspective aux travailleurs.**

HOLLANDE,  
CRITIQUÉ PAR CEUX  
QUI L'ONT FAIT ROI  
ET VEULENT SON TRÔNE

Il est désormais de bon ton au Parti de gauche, au Parti communiste, comme dans une partie de ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême gauche, voire au sein même du Parti socialiste, de motiver l'opposition aux lois passées depuis l'arrivée au pouvoir de Hollande, Ayrault, Valls ou Macron, en critiquant la politique « de droite » ou « social-libérale » menée par le PS et ses alliés depuis 2012.

On en a eu une nouvelle illustration avec la comédie des députés frondeurs du PS, alliés à certains écologistes et aux élus du Parti de gauche et du PC, qui ont vainement cherché à déposer une motion de censure « de gauche » lors de l'annonce du vote en première lecture de la loi travail par la procédure du 49.3 à la mi-mai. On a entendu aussi dans les manifestations de ces quatre derniers mois nombre de slogans prenant ex-

plicitement pour cible le gouvernement avec ces mêmes arguments.

Comme s'il était possible de revenir à une politique qui serait authentiquement « de gauche », avec de surcroît les mêmes solutions et les mêmes partis qui la représentent depuis des décennies. Nombre de ces responsables politiques qui ont défilé contre la loi travail ne manquent pas de culot, car ils ont cautionné ou mis en œuvre directement, en tant que ministres, députés ou sénateurs, les attaques contre les travailleurs qui se sont multipliées chaque fois que la gauche a été au pouvoir depuis 1981. Les rappeler ici serait trop long.

Les termes varient : les uns parlent de « reconstruire à gauche », quand les autres veulent renouer avec « une vraie gauche », une « gauche de gauche », ou « redéfinir un programme de gauche ». Sont ajoutés le plus souvent un ou plusieurs adjectifs censés préciser le positionnement. Après la « gauche plurielle » des années 1990, sont apparus les vocables

de « gauche antilibérale » et de « gauche anticapitaliste », et ce, non seulement dans la bouche des dirigeants du NPA, mais aussi de certains du PCF.

Dans la bataille des mots, la presse, quant à elle, a eu tôt fait d'étiqueter « d'extrême gauche » tous ceux qui dénoncent la politique du gouvernement socialiste et son bilan, y compris Mélenchon ou des responsables écologistes. Quoi de plus normal, quand les mêmes accusent la CGT de prendre la France en otage et d'être un ramassis de casseurs voire de terroristes ?

Ces étiquettes de droite et de gauche ont été tellement galvaudées qu'au mieux elles sont ambiguës et, dans la bouche des dirigeants politiques, servent encore et toujours à duper les masses populaires. Et si ces notions ont une origine historique bien définie et ont fini par passer dans le langage courant, elles ont surtout servi à justifier tous les reniements des partis issus du mouvement ouvrier depuis un siècle. Elles constituent des leurres masquant une véritable imposture.

## À L'ORIGINE ÉTAIT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE...

Dans la préhistoire de la vie politique française, l'existence d'une gauche et d'une droite remonte à l'Assemblée nationale constituante d'août-septembre 1789.

Un vote devait décider de la mise en place d'un veto royal dans la nouvelle Constitution. Ceux qui défendirent l'idée que le roi, présent lors du vote, devait conserver un droit de contrôle et de blocage sur le pouvoir législatif se placèrent à sa droite. Ceux qui y étaient opposés, les députés du tiers état, qui représentaient les intérêts de la bourgeoisie, se placèrent à sa gauche sous l'étiquette de « patriotes ». Par la suite, son aile radicale fut qualifiée de montagnarde, parce qu'elle siégeait en haut de ce même hémicycle, et donc loin de la tribune, du pouvoir et de ses honneurs. Mais personne ne songe aujourd'hui à se dire montagnard en politique.

Cette dénomination gauche/droite ne s'imposa d'ailleurs que bien plus tard. Après le retour de la monarchie en 1815, le clivage entre droite et gauche reflétait celui entre les partisans d'une restauration intégrale, c'est-à-dire de la contre-révolution, et les autres courants politiques ayant voix au chapitre dans les Parlements croupions de l'époque : les libéraux et les défenseurs d'une monarchie constitutionnelle.

Par la suite, « de droite » devint pratiquement synonyme de conservateur, la gauche étant supposée représenter l'idée de changement ou d'opposition à l'ordre établi, mais sans orientation politique bien définie. On est dans ce domaine toujours la droite ou la gauche d'un autre.

## LE MOUVEMENT OUVRIER S'EST CONSTRUIT AVEC UN AUTRE LANGAGE ET DE TOUT AUTRES PERSPECTIVES

Les premiers socialistes, puis le mouvement communiste qui prit son essor sous l'impulsion des luttes ouvrières dès le début du 19<sup>e</sup> siècle, ne se reconnaissaient pas dans cette opposition sans fondement social et par définition floue et fluctuante.

Tout le combat de Marx et d'Engels consista au contraire à démontrer que l'affrontement entre les classes déterminait l'évolution des sociétés, et que la vie politique n'était en dernière analyse que le reflet déformé des antagonismes sociaux.

À l'époque, on parlait encore communément de partis bourgeois et de partis ouvriers, car c'est à cette opposition fondamentale que tendait déjà à se réduire la société. Monarchistes de telle ou telle obédience, partisans de l'Empire, libéraux et autres conservateurs catholiques ne revendiquaient pas pour autant cette appellation pour eux-mêmes. Ils parlaient volontiers au nom de la patrie, de la nation et apparurent comme autant de partisans de l'ordre, réunis par leur opposition au prolétariat et à tout ce qui représentait une menace pour leur domination.

Très vite, il y eut des socialistes pour prétendre aussi à la mangeoire politique, au nom d'une nécessaire transformation de la société en faveur des travailleurs. Marx et Engels fustigèrent leur compromission avec la bourgeoisie au lendemain de la révolution de février 1848 et leur responsabilité dans l'écrasement de celle-ci en juin de cette même année. Ils récusèrent aussi la revendication d'une « république sociale », en montrant que la concentration de la propriété des moyens de production dans les mains de la bourgeoisie signifie toujours la

dictature de cette classe sur la société, et que l'État lui-même est par essence le gardien des intérêts généraux des classes dominantes.

La véritable opposition qui naquit dans le mouvement ouvrier fut donc celle entre les partisans de la réforme et ceux de la voie révolutionnaire. Et c'est tout au plus de ce point de vue que l'on distingua dès lors une gauche, une droite et donc un centre au sein même des partis ouvriers.

Marx et Engels n'étaient pas indifférents pour autant aux régimes politiques qui servaient d'arène aux affrontements entre les classes. Ils étaient de farouches partisans de l'extension des droits démocratiques à tous les prolétaires, à commencer par le droit de vote. Mais c'est parce qu'ils y voyaient le moyen pour les travailleurs, en levant leur propre drapeau, de se compter, de s'organiser et d'avancer leur programme de renversement de l'ordre social.

Par la suite, les organisations qui se développèrent dans le cadre de l'Association internationale des travailleurs, puis de la Deuxième Internationale, reprirent cette perspective révolutionnaire. Ils utilisèrent les élections, y compris dans la très réactionnaire Russie autocratique, comme un moyen de s'adresser aux masses ouvrières et, pour celles-ci, de compter leurs forces et de s'affirmer en tant que classe. Cela n'excluait pas ici ou là, à tel ou tel moment, des accords tactiques et ponctuels avec d'autres forces politiques, mais jamais d'alliance ayant valeur de principe.

La suite a montré qu'il ne suffisait pas d'un programme politique, fût-il révolutionnaire, pour empêcher les pressions de la société bourgeoise de s'exercer au sein même des partis ouvriers. La bourgeoisie intégra à son appareil nombre d'hommes ayant fait leurs armes à gauche

et elle comprit assez vite l'utilité qu'il pouvait y avoir pour elle à les atteler au gouvernement à la défense de ses intérêts. L'aboutissement de ce processus de dégénérescence fut la trahison, en août 1914, de la quasi-totalité des directions des syndicats et des partis socialistes et de l'Internationale qui les fédérait.

Mais le mouvement ouvrier n'en fut pas définitivement brisé puisque, trois ans à peine après le déclenchement de cette boucherie pour un repartage du monde entre les puissances impérialistes, la révolution éclatait en Russie. D'abord en février 1917, lorsque la révolte et la grève des ouvrières précipitèrent la chute du tsar et la constitution de soviets ouvriers face au nouveau gouvernement qui s'était hissé au pouvoir. Puis, en octobre de cette même année, ces mêmes soviets fondaient le premier État ouvrier de l'histoire.

Les bolcheviks, que la révolution avait portés à la tête du gouvernement et des soviets, entendaient tirer toutes les leçons politiques de la trahison de la social-démocratie en août 1914. La Troisième Internationale renoua avec les idéaux communistes et l'internationalisme et mit à l'ordre du jour la révolution prolétarienne, en essayant de rompre avec toutes les pratiques parlementaires et réformistes qui avaient gangrené le mouvement ouvrier au cours de son évolution. Elle avait comme objectif de devenir l'état-major de la révolution, en réunissant l'ensemble des partis communistes nés dans son sillage.

Cela ne l'empêchait nullement de s'adresser aux travailleurs qui continuaient à faire confiance aux anciens partis socialistes. Mais la politique de front unique qui fut mise en œuvre en 1921 dans cette perspective, après l'écrasement de la première vague révolu-

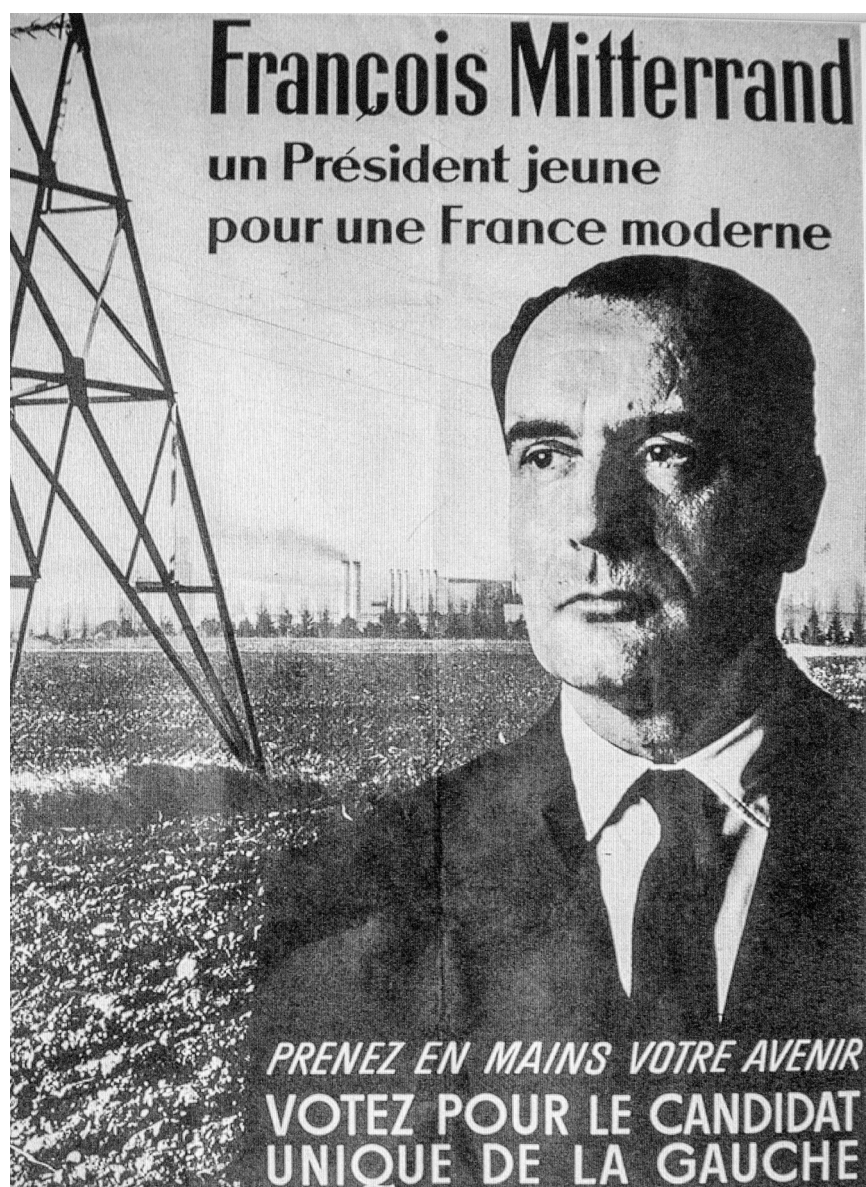
tionnaire, n'avait rien à voir avec une quelconque union de la gauche. Il s'agissait d'entraîner derrière des revendications communes l'ensemble des travailleurs, de façon à renforcer la conscience de classe et à préparer le renversement de la bourgeoisie.

Les socialistes ne s'y trompèrent pas. Ils refusèrent de rejoindre ce front de classe, au profit d'une combinaison avec des partis bourgeois appelée Cartel des gauches, la première fois qu'apparaissait au grand jour cette étiquette.

## DROITE/GAUCHE, OU COMMENT TROMPER LES TRAVAILLEURS

C'est finalement l'évolution politique en URSS même qui allait faire basculer le jeune Parti communiste dans la voie du réformisme et de la recherche d'alliances électorales, d'abord avec le Parti socialiste, puis bien au-delà.

Au lendemain de l'arrivée au pouvoir d'Hitler, que l'Internationale communiste et les socialistes allemands n'avaient été capables ni d'empêcher ni même de comprendre, Staline



Affiche électorale de Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1965. Ex-royaliste, ex-pétainiste, ex-ministre des colonies, de l'intérieur, de la justice durant la guerre d'Algérie, ce politicien reçut pourtant le soutien du PCF dès le premier tour. Et à nouveau en 1974.

décida que, désormais, les partis communistes devaient s'allier avec les socialistes, vilipendés la veille, et ce au nom de la lutte contre le fascisme. Pis encore, le Parti communiste décida de soutenir la bourgeoisie française, qualifiée désormais de démocrate, et de promouvoir une nouvelle alliance : le Front populaire, qui incluait jusqu'au Parti radical, le principal parti de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie colonialiste.

De cette période date le principe selon lequel le candidat ou la liste de gauche les mieux placés au premier tour d'une élection étaient soutenus par ceux arrivés derrière, afin de battre la droite. Ce mécanisme était pratique pour le PS, dont les électeurs ne pratiquaient pas forcément la réciprocité, car ce mécanisme fonctionnait à son profit.

Et si les travailleurs se mirent en grève en mai-juin 1936, occupèrent leurs usines et firent d'importantes conquêtes, ils ne le durent qu'à leurs propres forces, certainement pas aux dirigeants du Front populaire, et pas davantage à ceux du PC, surtout soucieux d'empêcher toute évolution révolutionnaire de la situation créée par la vague de grèves.

Ces quelques années, marquées par le sursaut de la classe ouvrière dans la plupart des pays impérialistes, avaient démontré que ces partis étaient non seulement compatibles avec le pouvoir, mais les meilleurs alliés de la bourgeoisie pour freiner la contestation de l'ordre social.

Ces événements avaient amené Trotsky à considérer que, de même que le PS était mort à l'été 1914 du point de vue des intérêts du prolétariat, le PC avait signé son acte de décès une vingtaine d'années plus tard. Il fallait œuvrer à la reconstruction du mouvement ouvrier sur des bases communistes et révolutionnaires. La

suite a confirmé son diagnostic.

Le point d'orgue de la politique réformiste du PC fut l'entrée de plusieurs de ses dirigeants, dont son secrétaire général Maurice Thorez, comme ministre du général de Gaulle en 1944. Pour se prémunir de tout risque de contestation de sa politique, ce dirigeant réactionnaire avait compris la nécessité d'associer le PC à sa politique et, dans une moindre mesure, les socialistes de la SFIO. En 1947, une fois ce danger passé et la bourgeoisie remise en selle, y compris dans son empire colonial, massacres à l'appui, les ministres du PC furent renvoyés. La guerre froide commençait.

Elle éloigna le PC de la manœuvre gouvernementale pour plusieurs décennies. De son côté, la SFIO fut de presque toutes les coalitions gouvernementales et fut même le principal artisan de l'intensification de la guerre en Algérie, après l'arrivée au pouvoir de son chef Guy Mollet en 1956. Un homme de gauche auquel les députés du PC avaient apporté leurs voix lorsqu'il avait sollicité les pouvoirs spéciaux pour organiser la répression en Algérie.

Avec le retour au pouvoir de de Gaulle, en 1958, PS et PC se trouvèrent durablement rejetés dans l'opposition. Le PC mit tout son poids dans la balance, et il était alors énorme, notamment dans les entreprises, pour préparer une alternance politique en se rapprochant de la SFIO.

Dès 1965, il appela à voter lors de la première élection présidentielle au suffrage universel pour Mitterrand, ce même politicien qui, en tant que ministre de l'Intérieur puis de la Justice durant la guerre d'Algérie, avait été l'un des plus farouches défenseurs de l'ordre colonial!

Au lendemain des élections de 1969, où Duclos, le candidat du PC, avait obtenu quatre fois plus de voix que celui du PS,

le PC accéléra à marche forcée cette évolution, au nom cette fois d'un rassemblement qui devait avoir la vie longue : l'Union de la gauche, réunissant le nouveau PS et un petit parti, le Parti radical de gauche. En 1974, le PC ne présenta pas de candidat et soutint Mitterrand dès le premier tour. Loin d'être un point d'appui pour combattre la société et changer la vie, l'Union de la gauche et son programme commun avaient permis au PS de mettre la main sur le PC et de siphonner ses voix pour ses propres intérêts.

Et c'est tout naturellement que le PC retrouva des portefeuilles ministériels lorsque ce même Mitterrand devint président de la République en 1981. Il y resta quatre ans, en étant complice des attaques de ce gouvernement contre les travailleurs. Il revint de 1997 à 2002 dans le gouvernement du socialiste Jospin, où siégeait le toujours socialiste Mélenchon, apporta de nouveau sa caution et contribua encore davantage à son propre discrédit.

Et s'il est évident que le Parti socialiste est un parti bourgeois, pleinement intégré à l'appareil d'État de la bourgeoisie depuis un siècle et organisé pour la défense de ses intérêts, le PC n'est pas d'une nature différente. Tout au plus peut-on dire que ses liens particuliers avec la classe ouvrière, et durant un temps avec l'URSS, l'empêchaient de s'y intégrer à égalité avec les partis traditionnels de la bourgeoisie.

#### «RECONSTRUIRE LA GAUCHE» COMME SEUL HORIZON

Aujourd'hui encore, les dirigeants du PC se raccrochent à ce mythe de l'Union de la gauche. Ayant tourné le dos à la lutte des classes, c'est la voie de salut qu'ils ont choisie pour sauver leurs notables. Dans les

régions, les départements et maintes municipalités, le PC n'a d'ailleurs pratiquement jamais coupé les ponts avec le PS et a continué à gérer avec lui les exécutifs. Du moins quand le PS ne le rejette pas.

Avec le glissement réactionnaire de toute la société, cette politique unitaire s'est même transformée en appel à voter pour battre le FN, y compris en faveur de candidats de droite parmi les plus antiouvriers, comme ce fut le cas en 2002 derrière Chirac et lors des dernières élections régionales derrière Bertrand et Estrosi.

Cela fait des années que le PC répète la même antienne. Au lendemain des élections européennes de 2014, il écrivait déjà : « *Le PCF a entendu le message exprimé par les Français. Beaucoup pensent que les élections ne changeront rien à leur vie quotidienne. Que la gauche n'est pas plus à la hauteur que la droite.* » Mais il ne proposait rien d'autre que de « *reconstruire la gauche* » pour « *sortir de l'austérité* ». Après le nouveau fiasco électoral, aux dernières élections régionales, du PS et des partis qui apparaissent comme lui étant liés, en particulier le PC, Pierre Laurent, son secrétaire général, invitait toujours à « *reconstruire la gauche que certains s'obstinent à saboter* ». Et si la recherche d'un « *front populaire et citoyen* » s'est substituée à l'occasion de son congrès de juin aux anciennes formules, l'orientation du PC reste inchangée.

Même verbiage chez Clémentine Autain, dirigeante d'Ensemble, une petite formation rattachée au Front de gauche, qui prétend également rallier derrière elle les déçus de Hollande. Elle prétend rompre avec « *une modernité frelatée, néolibérale et autoritaire* » en appelant à un « *effort culturel et intellectuel* » pour « *sortir des vieilles recettes qui ne permettent plus d'entraide.* ». Si sa recette se veut

différente, le plat n'en est pas moins indigeste, à l'instar de ceux proposés par tous les opposants au PS dont les discours sont faits de litanies, de phrases ronflantes et de poncifs pleurnichards au nom de la république ou du peuple de gauche.

Mais, sur le terrain des phrases creuses, des appels au peuple, à une nouvelle Constitution déterminant le cadre d'une politique de gauche renouvelée, le PC et ses alliés sont devancés depuis des années par Jean-Luc Mélenchon.

La différence avec la situation de 2012, où le PC, rallié à Mélenchon dans le cadre du Front de gauche, avançait l'objectif d'une VI<sup>e</sup> République, est que les deux alliés d'hier paraissent brouillés. Mélenchon a coupé l'herbe sous le pied de cette mouvance à la gauche de la gauche en annonçant sa candidature à l'élection présidentielle, alors même que l'idée d'une primaire de gauche venait d'être lancée et... sans même en avoir informé préalablement les dirigeants du PC, auxquels il doit pourtant sa position actuelle. Lui qui se posait en recours dès le lendemain de l'élection de Hollande, et se faisait fort de devenir son Premier ministre, se présente aujourd'hui sous l'appellation d'insoumis. Un comble pour celui qui a passé trente années au

Parti socialiste, a été ministre de Jospin, et qui ne propose rien d'autre qu'une « révolution par les urnes », avec un programme mêlant la nostalgie de Mitterrand, la démagogie souverainiste et les coups de menton.

Les responsables politiques qui se réclament d'une telle gauche, fût-elle parée d'un nouvel adjectif, ne peuvent qu'entraîner les masses populaires dans une nouvelle impasse : celle de l'électoratisme et des illusions réformistes. Le problème des Mélenchon, Laurent et consorts aujourd'hui est qu'ils ne peuvent plus compter sur les appareils des deux partis qui se sont disputé les voix des travailleurs depuis un siècle pour satisfaire leurs ambitions.

Le PS n'a même plus la prétention de trouver un soutien électoral sur sa gauche. D'abord parce que le PC, qui lui a servi de marchepied durant des décennies, est aujourd'hui un renfort de voix négligeable pour lui. Ensuite parce que sa politique a détourné de lui l'électorat populaire. Il cherche son salut ailleurs, du côté des électeurs des partis bourgeois traditionnels auxquels il voudrait offrir une voie médiane. Cela le conduira peut-être jusqu'à sa propre dissolution dans une nouvelle formation de



Affiche de Jean-Luc Mélenchon à l'occasion de son meeting du 5 juin 2016. En 1974, Mitterrand parlait de « rupture avec le capitalisme ». Mélenchon évoque « la révolution... par les urnes ». Les mots changent, pas les vieilles recettes du réformisme.

type parti démocrate ou de la forme proposée par Macron: ni de droite ni de gauche, mais ouvertement située dans le camp de la bourgeoisie.

Sans avoir participé au gouvernement Hollande, le PC ne paraît pas davantage en mesure de fédérer derrière lui l'électorat populaire. Quant à Mélenchon et autres frondeurs du PS, ils cherchent visiblement un nouveau cadre pour recycler leur fatras réformiste. D'où leurs clins d'œil appuyés en direction de mouvements comme Podemos ou Nuit debout, qu'ils auraient voulu rallier à eux.

### **RENOUER AVEC LA CONSCIENCE ET LE LANGAGE DE CLASSE**

Pour notre part, nous n'avons jamais considéré qu'être sur l'extrême gauche de l'échiquier politique nous aurait placés dans un même camp que la gauche. Le rôle des communistes révolutionnaires est de représenter le camp des travailleurs et de brandir le drapeau de la révolution sociale. Cela implique de montrer ce qui oppose les classes, de mettre en garde contre les faux amis de la classe ouvrière, pas seulement ses ennemis revendiqués. Et pas seulement à l'occasion des élections.

Contrairement à d'autres organisations trotskystes, nous avons toujours refusé de suivre d'une quelconque façon les appareils du PC ou du PS. Ainsi en 1981, tandis que la LCR ne

voulait rien faire qui pût gêner la victoire électorale de Mitterrand, nous avons présenté la candidature de notre camarade Arlette Laguiller et affirmé que les seules revendications qui pourraient être satisfaites seraient celles arrachées par les luttes. Quant à l'OCI, elle mit en avant le mot d'ordre de «gouvernement ouvrier et paysan» au lendemain de l'élection du même Mitterrand, en réclamant la sortie des ministres du Parti radical de gauche, façon de dire que PS et PC pouvaient, ensemble, conduire une politique de réformes profondes en faveur de la classe ouvrière.

Tout aussi significatif fut, quelques années plus tard, le soutien de la LCR à l'ancien porte-parole du PC, Pierre Juquin, et plus encore l'étiquette «100% à gauche» qui tint lieu de slogan à cette organisation dans les années qui précéderent la constitution de l'actuel NPA.

Dans cette période de crise généralisée de l'économie capitaliste ouverte par la crise financière de 2008 et face à la barbarie et au chaos grandissant, il faut plus que jamais renouer avec la conscience et le langage de classe. Prétendre rénover ou reconstruire la gauche ne fait que préparer les nouvelles désillusions et trahisons de demain.

Il paraît plus qu'hypothétique qu'une telle entreprise puisse permettre, au moins à court terme, d'empêcher le retour au pouvoir des Sarkozy, Juppé et autres Fillon. Mais, sur-

tout, elle n'ouvre aucune perspective pour les travailleurs.

Dans ce système capitaliste, les gouvernements ne peuvent être autre chose que le conseil d'administration des intérêts de la bourgeoisie. On a pu voir en Grèce avec quelle rapidité Tsipras a capitulé sous les coups de boutoir des grandes puissances et de leurs banques, pour imposer à son tour l'austérité contre laquelle il s'était fait élire. Lui aussi en quelque sorte avait désigné la finance comme son ennemi. Il en est devenu le serviteur.

Face à une bourgeoisie de plus en plus parasitaire, qui doit renforcer l'exploitation des travailleurs pour maintenir ses profits, il faut que tous ceux que cette société révolte œuvrent à son renversement.

Le seul moyen de faire reculer et de battre la bourgeoisie dans son offensive actuelle repose sur la mobilisation consciente des travailleurs. Lorsque celle-ci surviendra, elle sera capable d'emporter tout sur son passage, et ce bien au-delà des frontières nationales. À condition que les masses disposent d'un instrument à même de transformer cette énergie en un puissant levier de transformation sociale, c'est-à-dire d'un parti authentiquement communiste et révolutionnaire.

Reconstruire un tel parti est la seule façon de se donner les moyens d'en finir avec cette société de plus en plus pourrissante.

*22 juin 2016*



## Le Front populaire: de la duperie au mythe

**La célébration des 80 ans du Front populaire est l'occasion pour les partis de gauche, en particulier le PCF, de tenter de donner des couleurs plus chatoyantes à leur électoralisme stérile. Alors qu'ils ont largement contribué à faire élire Hollande en 2012, sans l'ombre d'une hésitation et sans exprimer la moindre mise en garde, ils utilisent cette commémoration pour recycler le mythe d'un bon gouvernement de la gauche unie qui aurait apporté des progrès aux classes populaires afin, espèrent-ils, de vendre leur marchandise frelatée à l'horizon 2017.**

Ainsi le PCF, lors de son dernier congrès, a appelé à la formation d'un nouveau « *Front populaire et citoyen, à la fois fait de mobilisations sociales, de constructions citoyennes et d'alliance avec des courants transformateurs et réformistes prêts à agir pour un projet de transformation sociale* ».

Quant à Claude Bartolone, lors de l'inauguration d'une plaque à la mémoire de Léon Blum au Palais-Bourbon, il l'a présenté comme celui qui « *avait appris à la République ce que pouvait faire un peuple quand la gauche s'unit* ». Comme l'unité reste un des seuls arguments du PS pour appeler à voter pour lui, il a insisté: « *La victoire et les réformes sociales demeurent: seule l'unité les permet.* » Enfin, lancé dans cette voie, il a conclu en affirmant que Léon Blum, Jean Jaurès et François Mitterrand étaient « *trois astres qui éclairent l'histoire du socialisme* ». Pauvre Jaurès!

De ceux qui proclament l'existence de « *courants transformateurs et réformistes qui pourront agir dans le sens de la transformation sociale* » à ceux qui agitent l'unité de la gauche comme sésame des réformes so-

ciales, tous veulent faire croire que le sort des travailleurs peut s'améliorer avec des gouvernements à leur service dans le cadre du système capitaliste. Mais rien n'est plus faux. Et cela ne date pas d'aujourd'hui. Présenter les avancées sociales de 1936 comme le produit de la victoire de cette combinaison électorale nommée Front populaire relève tout autant de la mystification.

### AUX ORIGINES DU FRONT POPULAIRE

Le Front populaire est né du choix fait en 1935 par le PCF de former une alliance électorale avec la SFIO et le Parti radical, c'est-à-dire le parti gouvernemental par excellence de la III<sup>e</sup> République, celui qui avait servi les intérêts du patronat depuis plus de soixante ans et participé à toutes les combinaisons politiciennes possibles. Quant à la SFIO, comme l'expliqua plus tard Léon Blum lui-même, elle voulait être le gérant loyal du capitalisme.

Ce n'était pas le premier abandon des idées révolutionnaires pour le PCF. Alors que ce parti se

réclamait de Lénine et de la Révolution russe, il n'était plus révolutionnaire. Mais, jusque-là, il avait couvert sa transformation par un discours, une politique gauchistes et sectaires baptisés « troisième période » (1928-1933). Au nom de ce sectarisme érigé en principe, il traitait la social-démocratie de social-fascisme. En Allemagne, cet aveuglement volontaire des staliniens avait abouti à la dramatique victoire d'Hitler sans lutte de la part du prolétariat.

Désormais, le PCF effectuait un virage à 180 degrés. Il s'appuyait sur la volonté d'unité d'action des ouvriers. Celle-ci s'exprimait depuis l'émeute sanglante de l'extrême droite du 6 février 1934, qui avait laissé entrevoir le risque d'un régime fasciste français. Mais le PCF détournait cette aspiration vers une unité électorale, une alliance en vue de la formation d'un gouvernement bourgeois. Passer ainsi du terrain de la lutte de classe au terrain électoral, c'était lier les mains de la classe ouvrière; c'était à l'opposé des idées révolutionnaires des bolcheviks. Mais dix ans de stalinisme avaient suffi à faire accepter à bien des mili-



DR

Des grévistes de Juin 36, affichant leurs convictions PC (*L'Humanité*) ou PS (*Le Populaire*) et leur unité (la faucille et le marteau du PCF à côté des trois flèches SFIO).



DR

Les grèves de Juin 36 mirent en mouvement toutes les catégories de travailleurs : les grands magasins, les cafés et l'hôtellerie, les petites mains de la haute couture, etc. Bouchara était un marchand de tissus.



tants ces renoncements et ces virages. Comme autre forme d'allégeance à la bourgeoisie, dans la même période, le PCF se mit à arborer le drapeau bleu-blanc-rouge dans ses cortèges et à chanter la *Marseillaise*.

Tout cela correspondait à la politique adoptée par Staline, qui voulait se rapprocher des démocraties bourgeoises (France, Grande-Bretagne), pour s'assurer une protection contre Hitler. Loin de répondre de près ou de loin aux intérêts du prolétariat, cette politique mettait le PCF à la remorque de sa propre bourgeoisie.

Quant au programme du Front populaire, il n'avait pas de quoi enthousiasmer les travailleurs. Il ne comportait d'ailleurs aucune des futures mesures sociales emblématiques de 1936. Maurice Thorez s'en expliquait clairement, en affirmant qu'il ne s'agissait pas de détruire le capitalisme. La Bourse ne frémit même pas à l'annonce de la victoire du Front populaire aux élections législatives d'avril et mai 1936, tant le chemin avait été balisé par tous les acteurs.

## LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI-JUIN 1936

Ce qui fit de l'année 1936 un événement d'une autre ampleur, c'est bien l'irruption de la classe ouvrière sur la scène politique.

Depuis 1934, on assistait à une remontée ouvrière. Durant deux ans, les grèves se multiplièrent, souvent isolées ou vaincues, parfois avec des morts. Cette reprise de la combativité prenait aussi la forme de marches de chômeurs contre la faim ou d'affrontements avec l'extrême droite.

Pour le PCF, il n'était absolument pas question de donner une perspective politique à ces luttes. Le PCF stalinisé avait perdu la confiance dans

la classe ouvrière, et donc la volonté de pousser les luttes jusqu'au bout de leurs possibilités en aidant la classe ouvrière à prendre conscience de sa force. Il avait ainsi abandonné ce qui fait l'essence de la politique des révolutionnaires communistes, et cela indépendamment de son cours droitier ou gauchiste.

Ce sursaut ouvrier se traduisait aussi par une remontée électorale des partis de gauche, des radicaux à la SFIO et surtout au PCF. Mais le PC se servit du crédit gagné par ses militants exclusivement pour soutenir le gouvernement de Front populaire, auquel d'ailleurs il ne participait pas, pour ne pas le gêner. Trotsky analysait clairement sa politique : « *Le ministérialisme dans les coulisses est dix fois pire que le ministérialisme ouvert et déclaré. En fait, les communistes veulent conserver leur indépendance extérieure pour pouvoir d'autant mieux assujettir les masses ouvrières au Front populaire, c'est-à-dire à la discipline du capital.* » (« L'étape décisive », 5 juin 1936).

Et c'est en effet ce qui était à l'ordre du jour. Car la victoire du Front populaire, que les travailleurs accueillirent sans réelle confiance, se traduisit par le déclenchement de grèves au Havre, à Toulouse et Courbevoie. Celles-ci furent le prélude à la grève générale. Le 24 mai, il y eut 600 000 travailleurs pour rendre hommage aux communards devant le mur des Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise. Le 28 mai, les ouvriers de Renault Billancourt entraient dans la danse, entraînant derrière eux la métallurgie. Dans les jours suivants, le mouvement gagna peu à peu les secteurs les moins habitués à se battre, les plus opprimés, les plus divisés. Deux millions de grévistes participèrent à ce mouvement et quelque 9 000 entreprises furent occu-

pées. La profondeur de cette lutte était réelle.

Les historiens insistent souvent sur l'aspect joyeux, festif des grèves de mai-juin 1936. Mais elles avaient un point commun bien plus fondamental : les occupations d'usines, d'ateliers, de bureaux. Pour se protéger des bandes fascistes, des milices patronales ou du recrutement de jaunes, les travailleurs partout prirent possession des lieux. Et c'est le sentiment de puissance conféré par cette prise de possession, en même temps que la libération d'un travail aliénant, qui brille dans les yeux des grévistes photographiés. Mais surtout, en agissant ainsi, à une échelle jamais vue en France, ils contestaient la propriété des usines aux capitalistes. Et les patrons sentirent clairement le danger de ces occupations, par ce qu'elles recelaient de possibilités pour les travailleurs.

C'est pourquoi les patrons exigèrent eux-mêmes des négociations, le plus rapidement possible. Ils allèrent chercher Blum, fraîchement nommé président du Conseil, pour faire entendre raison aux dirigeants syndicaux. Avec les accords de Matignon signés les 7 et 8 juin 1936, ils acceptaient certes de céder sur les salaires, les droits syndicaux, la reconnaissance des délégués ouvriers et le principe des contrats collectifs. Mais ce qu'ils cédaient là n'était rien, face à la crainte de tout perdre. Ils savaient que ces grèves pouvaient être le début d'un processus allant jusqu'à la prise de conscience de la nécessité de renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Et ils voulaient l'éviter à tout prix.

Le gouvernement Blum fut complice de cette politique des patrons pour sauver leurs propriétés et donc leur mainmise sur la société. Le ministre de l'Intérieur socialiste de l'époque, Roger Salengro, menaçait les grévistes : « *Entre*

*l'ordre et l'anarchie, je maintiendrai l'ordre envers et contre tout.* » Comme quoi Valls n'a rien inventé. Mais en 1936 c'est le patronat qui interdit toute intervention policière pour évacuer les usines, car il craignait de ne pouvoir en récupérer la direction. Il redoutait qu'un affrontement entre l'État et les travailleurs pose plus clairement encore le problème du pouvoir à la classe ouvrière.

Et si le gouvernement de Blum fit voter les lois sociales sur les congés payés et les 40 heures les 11 et 12 juin, c'est principalement parce que les accords de Matignon ne suffisaient pas à mettre fin aux grèves. Toutes ces avancées sociales émanaient de la grève générale, elles n'avaient aucunement été voulues par les dirigeants du Front populaire. S'ils se décidaient à les voter, ce n'était que pour arrêter le mouvement ouvrier, éviter un embrasement dont ils savaient qu'il pouvait mener loin. C'était moins de vingt ans après la révolution russe et ces politiciens bourgeois avaient appris à craindre la force de la classe ouvrière.

#### DE LA GRÈVE TRAHIE À LA GUERRE

Même avec le vote des lois sociales et les accords de Matignon, il restait à convaincre les travailleurs de cesser la lutte. Et cela, ni les patrons ni les politiciens de la SFIO ne le pouvaient. Ce furent les militants du PCF qui usèrent de leur crédit pour faire reprendre le travail. *« Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue »*, écrivait Maurice Thorez dans *L'Humanité* du 11 juin. Le lendemain, en réponse à ceux qui au contraire évoquaient la possibilité de poursuivre la lutte, il écrivait : *« Tout n'est pas possible maintenant. »* Le PCF mettait bien tout son poids pour faire stopper les grèves.

Finalement, fin juin, le mouvement avait reflué. Pour les mystificateurs du PCF et les autres réformistes, le récit des premiers congés payés pour les plus chanceux des travailleurs permet de clore cette histoire. Mais tout cela est une duperie. Combien de familles ouvrières passèrent-elles cet été 1936 au bord de la mer ? Aujourd'hui encore, la moitié seulement partent en vacances.

Mais surtout la fin du Front populaire n'eut pas lieu là, mais trois ans plus tard, avec le début de la Deuxième Guerre mondiale puis la dictature du régime de Vichy. Et cette fin éclaire significativement ce qu'était le Front populaire, quand on sait que les députés élus en 1936, donc en majorité des élus Front populaire, votèrent les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940. Le PCF était alors interdit et la plupart de ses parlementaires avaient été déchus de leur mandat.

Et entre-temps, les différents gouvernements, celui de Blum puis celui de Daladier qui lui succéda, avaient repris les attaques contre la classe ouvrière. Les hausses de salaires disparurent dans l'inflation, les 40 heures ne furent pas respectées. Les militants furent à nouveau pourchassés et les grèves furent réprimées.

#### LE MYTHE DU FRONT POPULAIRE

Depuis 80 ans, on nous raconte un mensonge sur le gouvernement de Léon Blum. Loin d'être l'exemple d'un gouvernement au service des classes populaires, il fut de bout en bout au service des intérêts de la bourgeoisie. Il n'eut pas même le courage de proposer le droit de vote des femmes. Il s'opposa à toute idée d'émancipation pour les peuples colonisés et mena la répression en Algérie et en Indochine pour le compte

du grand capital.

Et il se chargea, comme son homologue britannique, de tout faire pour étouffer la révolution ouvrière en Espagne. Blum refusa d'armer les travailleurs espagnols, qui devaient affronter non seulement les balles de Franco, mais aussi les bombardiers d'Hitler et les armées de Mussolini. Là encore, Blum agit en politicien bourgeois responsable.

La mystification sur 1936 ne s'arrête pas aux mensonges sur ce prétendu gouvernement au service des classes populaires. Depuis 80 ans, le PCF ment aussi sur les grandes grèves de 1936 et sur le rôle qu'il y joua. Certes, ces grèves avec occupation ont été si puissantes qu'elles ont arraché au patronat des avancées comme jamais avant et jamais après. Mais, il n'en reste pas moins que la politique du PCF visant à les faire cesser à tout prix était une trahison des intérêts de la classe ouvrière. Car, à l'échelle internationale, l'enjeu était tout autre.

Depuis le début des années 1930, le monde capitaliste était en crise, et cela s'était soldé par l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne en 1933, puis par l'écrasement du prolétariat autrichien en 1934. La crise et le danger fasciste étaient présents et constituèrent des ferments de la remontée de la combativité ouvrière à l'échelle internationale. Aux États-Unis, en Europe occidentale, dans les Balkans, au Moyen-Orient et même dans des colonies comme l'Algérie ou le Sénégal, les travailleurs entraient en lutte à des degrés divers. En Espagne, les prolétaires étaient engagés dans une révolution. Les grèves de mai-juin 1936 en France s'inscrivaient donc dans ce contexte marqué par une remontée ouvrière. Personne ne peut dire jusqu'où ces luttes auraient pu aller en France, sans le frein stalinien. Mais, dans ce monde où la marche à la guerre était

déjà entamée, ce qui était en jeu fondamentalement c'était la survie des classes populaires.

La seule politique qui aurait représenté un espoir consistait à permettre au prolétariat en France de pousser

les luttes le plus loin possible. Car ce qui permet au prolétariat de se renforcer, d'acquiescer une conscience politique qui lui permette de contester le pouvoir de la bourgeoisie, c'est justement l'expérience acquise dans les luttes, toutes les

luttes, victorieuses ou pas, mais menées jusqu'au bout de leurs possibilités. En empêchant les travailleurs de le faire, le PCF a rendu un fier service à la bourgeoisie française.

19 juin 2016



— Pourvu qu'ils ne pensent pas à faire marcher l'usine sans moi...

Une caricature parue dans la presse révolutionnaire en juin 1936.



## Léon Trotsky

# L'heure de la décision approche...

Sur la situation en France (extraits)  
(18 décembre 1938)

**En complément de l'article ci-dessus, nous publions les extraits d'un texte écrit par Trotsky au lendemain de l'échec de la grève générale de novembre 1938 contre les décrets-lois du gouvernement radical Daladier mettant fin aux 40 heures (le Parti radical ne fait alors plus partie du Front populaire et gouverne sans ses anciens alliés socialistes).**

Le Front populaire, c'est une coalition de partis. Toute coalition, c'est-à-dire toute alliance sur une large base, a nécessairement le programme du plus modéré des partis unis. Le Front populaire en France signifiait dès le début que socialistes et communistes plaçaient leur activité politique sous le contrôle des radicaux. Les radicaux français constituent le flanc gauche de la bourgeoisie impérialiste. Sur le drapeau du Parti radical, on lit: patriotisme, démocratie. Le patriotisme, c'est la défense de l'empire colonial français; la démocratie ne représente rien de réel, mais sert simplement à accrocher les classes petites-bourgeoises au char de l'impérialisme. Et, précisément parce que les radicaux lient l'impérialisme pillard à un démocratism de façade, ils sont dans l'obligation de mentir, de tromper les masses populaires, bien plus que tout autre parti. (...) Comme les partis du Front populaire ne pouvaient pas aller au-delà du programme des radicaux, cela a abouti, dans la pratique, à subordonner les ouvriers et les paysans au programme impérialiste de l'aile la plus corrompue de la bourgeoisie.

(...) Le 9 juin 1936, nous écrivions: «*La révolution française*

*a commencé.*» On peut penser que ce diagnostic a été démenti. En réalité la question est plus complexe. (...)

Le flot grandiose de la grève de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire, et qu'il était déjà engagé sur la voie du combat. En ce sens, nous avons le plein droit d'écrire: «*La révolution française a commencé.*» Mais si toute situation révolutionnaire ne produit pas une révolution, il va de soi que toute révolution qui a commencé n'est pas assurée de progresser ensuite d'un pas uni. Le début de la révolution, qui jette dans l'arène politique les jeunes générations, est toujours marqué d'illusions, d'espairs naïfs et de confiance. Il faut en général que la révolution subisse une violente attaque de la part de la réaction pour faire un pas en avant avec plus de résolution. Si la bourgeoisie française répondait aux grèves et aux manifestations par des mesures policières et militaires, et cela se produirait inévitablement si elle n'avait à son service Blum, Jouhaux, Thorez et Cie, le mouvement passerait rapidement à un stade plus élevé, la lutte pour le pouvoir viendrait inévitablement à l'ordre du jour. Mais le recours de la bourgeoisie aux

services du Front populaire est un faux recul, une concession temporaire. À la pression des grévistes, elle a opposé le ministère Blum qui est apparu aux travailleurs comme leur gouvernement, ou presque. La CGT et l'Internationale communiste ont de toutes leurs forces apporté leur soutien à cette tromperie.

Pour mener le combat révolutionnaire pour le pouvoir, il faut avoir une claire vision de la classe à laquelle il faut arracher le pouvoir. Les travailleurs n'ont pas reconnu leur ennemi, car il portait le masque d'un autre. De plus, les instruments de combat pour le pouvoir: parti, syndicats, conseils ouvriers, sont nécessaires. Ces instruments ont été confisqués aux travailleurs, les chefs des organisations ouvrières ont formé un mur opaque autour du pouvoir de la bourgeoisie, pour la masquer, la rendre méconnaissable. C'est ainsi que la révolution qui commençait a été freinée, interrompue, démoralisée.

Les deux années et demie qui se sont écoulées ont montré pas après pas la faiblesse, le caractère mensonger, hypocrite du Front populaire. Ce que les travailleurs ont pris pour un gouvernement populaire s'est avéré simplement le masque

temporaire de la bourgeoisie. Ce masque est maintenant tombé. La bourgeoisie juge, visiblement, que les travailleurs ont été suffisamment trompés

et affaiblis, que le danger immédiat de révolution est passé. Le gouvernement Daladier n'est, dans l'esprit de la bourgeoisie, qu'un petit pas vers

un gouvernement plus fort, plus sérieux, de la dictature impérialiste.

Paru dans La lutte ouvrière,  
6 janvier 1939

Le Figaro, 25 juillet

## AGGRAVATION DES GRÈVES DANS LA FRANCHE-COMTÉ

# AUX USINES PEUGEOT LES OUVRIERS OCCUPANTS DRESSENT DES BARRICADES

### *Le ministre de l'Intérieur part ce matin pour Montbéliard*

Devant l'extension du mouvement gréviste dans le Doubs, et qui peut s'étendre à la région industrielle de Belfort, M. Salengro s'est rendu hier à la présidence du Conseil pour mettre M. Léon Blum au courant de la gravité de la situation. A l'issue de cet entretien, MM. Léon Blum et Salengro ont conféré avec les membres du bureau de la C. G. T., MM. Jouhaux, secrétaire général; René Belin, Buisson, Frichon, secrétaires-adjoints, auxquels s'était joint M. Bonnyer, secrétaire de la Fédération des métaux. Il fut décidé que la C. G. T. enverrait immédiatement dans le Doubs un de ses délégués, M. Chevalne, un des secrétaires de la Fédération des métaux et originaire de cette région.

En dehors du délégué de la C. G. T., M. Léon Blum a demandé au ministre de l'intérieur de se rendre également dans le Doubs.

Le ministre partira ce matin pour Montbéliard, où il aura, dans le courant de l'après-midi, un entretien avec M. de La Rocca, préfet du Doubs, et avec M. Tabard-Robert, préfet du territoire de Belfort.

Après ces entretiens, M. Salengro aura une conférence avec les délégués ouvriers puis une conférence avec les représentants patronaux.

M. Salengro espère pouvoir faire évacuer les usines occupées sans avoir recours à des mesures de contrainte.

**Plus de 25.000 grévistes  
dans le Doubs**

BELFORT, 22 juillet. — Les pour-

parlers engagés à la préfecture de Belfort en vue d'aboutir à l'élaboration d'un contrat collectif de travail pour la métallurgie des régions de Belfort et de Montbéliard n'ayant pas donné satisfaction aux ouvriers, ceux-ci ont décrété la grève générale. On compte plus de 25.000 ouvriers ayant cessé le travail.

#### L'occupation des usines Peugeot

MONTBÉLIARD, 22 juillet. — Tout le groupe des usines Peugeot, dans le Doubs, est en grève; aux cycles Peugeot et aux établissements Peugeot frères, sont venues se joindre toutes les usines Peugeot de Terre-Blanche, d'Hérimoncourt et de Pont-de-Roide; de plus, à Sochaux, la grève générale a été déclenchée hier soir.

A 17 heures, le drapeau rouge aux initiales de la C.G.T. flottait à la porte centrale faisant face aux bureaux. Certaines portes extérieures ayant été enlevées sur ordre de la direction, les ouvriers ont dressé des barricades, puis placé des remorques et des autobus en travers des entrées, pour pouvoir s'assurer le contrôle du personnel et garder les issues.

Néanmoins, la plus grosse partie des ouvriers demeure à l'extérieur.

*Lire en troisième page la  
suite de nos informations sur le  
mouvement gréviste.*

Une coupure de presse  
du 25 juillet 1936.

# Les brochures du Cercle Léon Trotsky

## AFRIQUE

- **Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

## MOYEN-ORIENT

- **Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)
- **Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1<sup>er</sup> février 2008)

## EUROPE

- **Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine** (n°140, 6 mars 2015)
- **L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **L'immigration dans l'Europe en crise** (n° 135, 24 janvier 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification?** (n° 122, 19 novembre 2010)

## AMÉRIQUE

- **Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)
- **La longue lutte des Noirs américains** (n° 142, 19 juin 2015)

## ASIE

- **Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »?** (n° 146, 8 avril 2016)



- **Les révolutionnaires et les élections** (n° 145, 12 février 2016)

## FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- **Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière** (n° 115, 1<sup>er</sup> trimestre 2009)

## IDÉES/HISTOIRE

- **Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier** (n° 144, 8 janvier 2016)
- **Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme** (n° 143, 9 octobre 2015)
- **Temps de travail, salaires et lutte des classes** (n° 141, 10 avril 2015)
- **Développement des sciences et fondements des idées communistes** (n° 139, 23 janvier 2015)
- **Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n°137, 19 septembre 2014)
- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n°126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1<sup>er</sup> avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **La décroissance: faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)

## FRANCE

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

**Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,70 euro par brochure.**

**Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.**

## Où trouver *Lutte de classe* ?

### FRANCE

#### PARIS

Le Point du Jour  
58, rue Gay-Lussac, Paris 5<sup>e</sup>  
La Brèche, 27, rue Taine  
Paris 12<sup>e</sup>

#### ALBERTVILLE

SNC le Maryland  
106, rue de la République

#### ALBI

Maison de la Presse  
Place du Vigan

#### ANGERS

Librairie Contact  
3, rue Lenepveu  
Librairie Les Nuits bleues  
21, rue Maillé

#### ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier  
28, avenue Gabriel-Péri

#### BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle  
95, Grande-Rue

#### BOURGES

La Plume du Sarthate  
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

#### BREST

La Bouquinerie  
Place Guérin

#### CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques  
9, rue de Boigne

#### CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet  
5, place du Marché aux poissons

#### DIJON

Relais H, quai n° 1  
Gare SNCF de Dijon

#### DOLE

La Passerelle  
16 bis, rue de la Sous-préfecture

#### GAP

Librairie-papeterie Davagnier  
3, place Jean-Marcellin

#### GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza  
18, place Sainte-Claire

Tabac-presse Le Berriat  
97, cours Berriat

#### IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire  
16, rue Gabriel-Péri

#### LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons  
21, rue Saint-Nicolas

#### LYON 7<sup>e</sup>

Terre des livres  
86, rue de Marseille

#### MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps  
35, rue Pavillon, Marseille 1<sup>er</sup>

Librairie de l'arbre  
13, rue des Trois-Mages

#### NANTES

Librairie Vent d'Ouest  
5, place du Bon-Pasteur

#### RENNES

Tabac-presse La Civette  
(Centre commercial des Longs  
Champs)

#### ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

#### TOULON

Kiosque à journaux  
Cours Lafayette - Place Hubac

#### VALENCE

Librairie Notre temps  
30, Grande-Rue

### GUADELOUPE

#### POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor  
Rue Schoelcher  
Match - Grand Camp

### LA DOMINIQUE

#### ROSEAU

Frontline Co-op  
78, Independence street

### HAÏTI

#### PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade  
Librairie Phénix  
Lalue 212, en face rue Chrétien

### ALLEMAGNE

#### BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse  
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof  
10961 Berlin

### BELGIQUE

#### BRUXELLES

Librairie Aurora  
Avenue J.-Volders, 34  
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)  
Librairie Joli Mai  
Avenue Paul-Dejaer, 29  
B-1060 Bruxelles

### POLOGNE

#### VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa  
im. B. Prusa Sp. Cyw  
Krakowskie przedmieście 7

### SUISSE

#### GENÈVE

Librairie du Boulevard  
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

# Lisez la presse révolutionnaire internationale !

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par  
l'Union africaine des travailleurs  
communistes internationalistes  
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du  
Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an : Allemagne 11 €,  
autres pays 15 €  
Correspondance :  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE

**Lutte ouvrière**  
**Arbeidersstrijd**  
communiste trotskiste  
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd  
Adresse :  
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be>  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance :  
boletinvozerera@yahoo.es  
APARTADO DE CORREOS - 10210 -  
SEVILLA  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois : 13 \$ - un an : 26 \$  
Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203  
<http://www.the-spark.net>



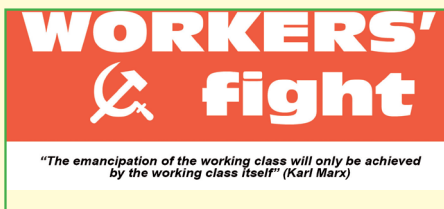
Revue trimestrielle  
publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros) : 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros) : 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix : 1,20 €  
Abonnements : France - DOM TOM,  
six mois : 20 € ; un an : 40 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé :  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement : écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail : [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers' Fight  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
Abonnement 1 an :  
GB £8 - Reste de l'Europe : £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € -  
Pli ouvert : 23 €  
Guadeloupe :  
Combat ouvrier - Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -  
97128 GOYAVE  
Martinique :  
Combat Ouvrier - Louis Maugée  
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE  
CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.net>

## HAÏTI

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R.  
Organisation des Travailleurs Révolutionnaires  
(Union Communiste Internationaliste)

Mensuel révolutionnaire  
internationaliste publié par  
l'Organisation des travailleurs  
révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI  
e-mail : [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier  
communiste  
via Nieve Ippolito 32-57100 LIVORNO -  
ITALIA  
Abonnement 1 an : 12 €  
<http://www.linternazionale.it> - contact  
e-mail : [l.internazionale@tin.it](mailto:l.internazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance :  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
<http://www.sinifmucadelesi.net>